

*Alliance pour un monde responsable, pluriel et
solidaire*

Jeunes

Actions et propositions pour le monde de demain

Chantier jeunes
Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

[page de copyright - + n° 13]

Les cahiers de propositions pour le XXI^e siècle

Les cahiers de propositions forment une collection de petits livres regroupant, dans chacun des domaines déterminants pour notre avenir, les propositions qui auront semblé les plus pertinentes pour mettre en œuvre dans nos sociétés les ruptures et les évolutions nécessaires à la construction d'un XXI^e siècle plus juste et plus soutenable. Leur objectif est de stimuler un débat sur ces questions aussi bien au niveau local qu'au niveau mondial.

Les grandes mutations que l'on regroupe sous le terme de "mondialisation" constituent, en elles-mêmes, autant de chances de progrès que de risques de voir s'accroître les inégalités sociales et les déséquilibres écologiques. L'essentiel est de ne pas laisser les grands acteurs politiques et économiques conduire seuls ces mutations. Trop prisonniers de leurs propres logiques de court terme, ils ne pourront que nous mener à une crise mondiale permanente, devenue manifeste depuis les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.

C'est pourquoi l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire [voir annexe] a lancé l'idée, au cours des années 2000 et 2001, d'un processus de collecte et d'identification de propositions émanant de différents mouvements et organisations, de différents acteurs de la société, de différentes régions du monde. Ce travail s'est déroulé au moyen de forums électroniques, et a été ponctué par une série d'ateliers ou de rencontres au niveau international, qui ont abouti la présentation, à l'occasion de l'Assemblée Mondiale des Citoyens tenue à Lille (France) en décembre 2001, d'une soixantaine de textes de propositions.

Ce sont ces textes, éventuellement complétés et mis à jour, qui sont maintenant publiés par un réseau d'éditeurs associatifs et institutionnels en 6 langues (anglais, espagnol, portugais, français, arabe et chinois) et dans 7 pays (Pérou, Brésil, Zimbabwe, France, Liban, Inde, Chine). Ces éditeurs travaillent ensemble pour les adapter aux différents contextes culturels et géopolitiques, afin que les cahiers de propositions suscitent dans chacune de ces régions du monde un débat le plus large possible, et qu'ils touchent les publics auxquels ils ont destinés, que ce soit les décideurs, les journalistes, les jeunes ou les mouvements sociaux.

Les premiers cahiers publiés

n°1 - ***Education à l'environnement : 6 propositions pour agir en citoyens***

Coordonné par Yolanda Ziaka, Christian Souchon et Philippe Robichon
Paru en français, anglais, portugais et espagnol. A paraître en chinois

n°2 - ***Sauver nos Sols pour Sauvegarder nos Sociétés (SOS2)***

Coordonné par Rabah Lahmar, Alain Ruellan et Mireille Dosso

Paru en français, anglais et espagnol. A paraître en arabe et chinois

n°3 – Nutrition et politiques publiques : propositions pour une nouvelle approche des enjeux alimentaires

Coordonné par Geneviève Le Bihan, Bernard Maire et Bertrand Delpeuch
Paru en français, portugais et espagnol. A paraître en anglais et chinois

n°4 – Le temps et ses usages : propositions pour un développement soutenable

Coordonné par Nicolas de Rauglaudre
Paru en français. A paraître en anglais, portugais et en chinois

n°5 – Repenser la gestion de nos sociétés : 10 principes pour la gouvernance du local au global

Coordonné par Pierre Calame
Paru en français et espagnol. A paraître en anglais, portugais, arabe et chinois

n°6 – Refuser la privatisation du vivant : propositions pour contrôler et réguler les biotechnologies

Coordonné par Robert Ali Brac de la Perrière
Paru en français et espagnol. A paraître en anglais, portugais et chinois

n°7 – Pour une gouvernance mondiale efficace, légitime et démocratique

Coordonné par Pierre Calame
Paru en français, portugais et espagnol. A paraître en anglais, arabe et chinois

n°8 – Réforme de l'université : propositions pour penser la culture au XXI^e siècle

Coordonné par l'Association pour la Pensée Complexe
Paru en français. A paraître en anglais, portugais, arabe et chinois

n°9 – Commerce équitable : pour des échanges solidaires au service du développement durable

Coordonné par Pierre Johnson
Paru en français. A paraître en anglais, espagnol, portugais, arabe et chinois

n°10 – Dialogue interreligieux : propositions pour construire ensemble

Coordonné par Jean Fischer et John Taylor
Paru en français. A paraître en espagnol, portugais, anglais et chinois.

n°11 – La pêche en eau trouble ? Propositions pour une gestion durable des ressources marines

Collectif international d'appui aux pêcheurs artisans et travailleurs de la pêche et Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche
Paru en français. A paraître en anglais, espagnol, portugais et chinois

n°12 – Changer de regard : les propositions des femmes pour une société plus juste et plus solidaire

Coordonné par Nadia Aissaoui, Caroline Brac de la Perrière, Cécile Sabourin et Josée Belleau
Paru en français. A paraître en anglais, arabe et chinois

n°13 – **Jeunes : actions et propositions pour le monde de demain**
Chantier jeunes de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire
Paru en français. A paraître en anglais, espagnol, portugais et chinois

n°14 – **Formation des leaders sociaux : pour des savoirs et des pratiques au service du changement**
IEE – Instituto de estudios ecuatorianos
Paru en français et espagnol. A paraître en anglais, portugais et chinois

En d'autres langues que le français

Société de l'information, société de la connaissance : la nécessaire maîtrise d'une mutation

Coordonné par Valérie Peugeot

A paraître en anglais, espagnol et chinois. Une version longue en a été publiée dans la collection "Dossier pour un débat" sous le titre Réseaux électroniques, réseaux humains.

L'art et l'identité culturelle dans la construction d'un monde solidaire

Coordonné par Hamilton Faria et Pedro Garcia

Paru en portugais et anglais.

Une diversité culturelle interculturelle à l'époque de la globalisation

Coordonné par Agustí Nicolau Coll

Paru en portugais. A paraître en anglais.

Forêts du monde. Propositions pour la soutenabilité

Coordonné par Luís Felipe Cesar

Paru en portugais

Tous ces textes, ainsi que ceux qui sont encore à paraître, sont disponibles sur le site internet de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire [voir la liste en annexe] :
<http://www.alliance21.org/fr/proposals>

Sommaire

PRÉAMBULE	8
INTRODUCTION	9
LE CHANTIER JEUNES.....	10
A PROPOS DE CE DOCUMENT.....	10
LA CULTURE ET L'ART	12
LA CULTURE DE L'ART : DES ACTIONS CRÉATIVES POUR LE CHANGEMENT.....	12
<i>Exemples pratiques et stratégies</i>	13
* Le Groupe d'Actions Créatives pour le Changement.....	13
* La musique pour se comprendre.....	13
* Théâtre pour la tolérance.....	14
* Artistes pour la culture locale et le dialogue international.....	14
L'ART DE LA CULTURE : CULTURE ET IDENTITÉ.....	14
<i>Exemples pratiques et stratégies</i>	15
* La parole aux autochtones.....	16
* Pour une compréhension interculturelle nationale.....	16
* Pour une compréhension interculturelle régionale.....	16
* Pour une compréhension interculturelle internationale.....	17
LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET LE SIDA	18
L'ÉDUCATION POUR LA VIE.....	18
<i>Pistes d'action</i>	19
Un exemple d'action des jeunes □ Nadem Nashef et l'Association pour la jeunesse arabe □ Baladna.....	19
APPRENDRE POUR LE CHANGEMENT.....	19
<i>Pistes d'action</i>	20
Un exemple d'action des jeunes □ Natasha Horn, People and Planet, Royaume Uni.....	20
POUR UN AVENIR DURABLE.....	21
<i>Pistes d'action</i>	21
Un exemple d'action des jeunes □ Soraia Mello, gestion du Parc national Tapajós, Brésil.....	21
SOLUTIONS TECHNIQUES.....	22
<i>Pistes d'action</i>	22
Exemples d'action des jeunes □ Terah Dejong, Nation 1, Inde.....	22
Ethan Gelber, BikeAbout, Etats-Unis.....	22
MOYENS DE SUBSISTANCE DES JEUNES.....	23
<i>Pistes d'action</i>	23
Un exemple d'action des jeunes □ Nicole Rambelo, Loharano □ Formation et développement, Madagascar.....	23
LA LUTTE CONTRE LE SIDA.....	24
Exemples d'action des jeunes □ Gustave Assah, Bénin.....	24
Lamin Camara, Lend a Hand Society, Gambie.....	24
EDUCATION	26
<i>Stratégies pour un changement</i>	29
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.....	29
<i>Etat actuel de l'enseignement supérieur</i>	30
<i>Stratégies pour un changement dans l'enseignement supérieur</i>	30
Les Programmes d'études.....	30
Un manque de compétences pédagogiques.....	31
Le système d'évaluation.....	31
Le déroulement et l'orientation des cours.....	31
Un manque d'éthique.....	31
L'Université et la société.....	32

La responsabilité des étudiants dans la construction de la société de demain	33
Maintenir l'unité dans la diversité.....	33
<i>Conclusion</i>	33
LES JEUNES ET LA RÉOLUTION DES CONFLITS.....	34
FOI ET FANATISME	34
<i>Pistes de stratégies pour un changement</i>	35
LES JEUNES ET LES CONFLITS	37
<i>Le conflit armé</i>	37
<i>Le recrutement d'enfants soldats</i>	37
<i>Les armes à feu</i>	38
<i>Pistes pour un changement</i>	39
Le rôle des jeunes.....	39
Quelques exemples d'engagements et d'actions de jeunes☐.....	40
<i>Instances de prévention des conflits et de construction de la paix</i>	41
<i>Le rôle des médias et de l'information</i>	42
<i>Quelques pistes d'action possibles</i>	44
<i>Réflexions sur le rôle des jeunes en Irlande, en Palestine et en Israël</i>	44
Irlande (Grainne Kelly).....	44
La jeunesse arabe (Nadem Nashef).....	45
La Jeunesse palestinienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.....	46
La jeunesse palestinienne en Israël	47
GOVERNANCE.....	48
LES CARACTÉRISTIQUES D'UNE NOUVELLE GOUVERNANCE.....	48
La prise de responsabilités	48
Les valeurs.....	49
Pour une nouvelle citoyenneté.....	49
Les moyens et la pratique de la gouvernance	51
LE RÔLE DU SECTEUR ASSOCIATIF.....	52
LA RÉFORME DES NATIONS UNIES	53
COMPÉTENCES ET MODES DE VIE	55
<i>Pistes de stratégies pour un changement</i>	56
NOTES.....	58
CRÉDITS ET REMERCIEMENTS.....	59
LES CAHIERS DE PROPOSITIONS SUR INTERNET	67
LES ÉDITEURS PARTENAIRES	69
SUR LE MÊME SUJET AUX ÉDITIONS CHARLES LÉOPOLD MAYER☐.....	71

Préambule

Introduction

Les jeunes n'ont pas seulement une grande énergie, mais aussi une vision commune de l'avenir. Malheureusement, cette force n'est pas considérée à sa juste valeur. Il est vrai que les aînés ont plus d'expérience à offrir aux jeunes, mais la transmission ne porte la plupart du temps que sur des dogmes, des traditions, sur un mode unilatéral.

L'accessibilité de l'information grâce aux nouvelles technologies et aux médias permet déjà aux jeunes de construire leurs propres points de vue sur la réalité du monde. Ce qui est nécessaire est de les guider pour qu'ils aient une analyse objective de leur propre vécu et de les aider à construire ce qui leur semble important pour eux et pour les générations à venir. Ce n'est que de cette façon que la jeune génération pourra apporter, comme toutes les autres, sa contribution au chef d'œuvre de la vie sur cette planète. Il est important de pouvoir avoir le sentiment de participer à la construction du monde et de la société actuels et, pour cela, la vision des jeunes, qui peut paraître parfois farfelue, doit être prise en considération de façon sérieuse.

Dans le cadre de notre réseau, qui n'est certes pas représentatif de toute la jeunesse, nous avons découvert que le "système" dans lequel nous vivons ne prend pas du tout en considération la limitation des ressources, ne respecte pas les valeurs humaines, ne veille pas à l'application de la justice et de l'équité entre les peuples. Nous assistons à des inégalités et des paradoxes flagrants, des enfants et des personnes qui meurent de faim alors que d'autres ne savent plus quoi faire de leurs surplus de production. Des gens meurent de maladies que l'on guérit facilement aujourd'hui dans d'autres pays. Des Etats pillent et brevettent la biodiversité d'autres peuples au vu et au su de tous.

Nous estimons que nous avons notre mot à dire face à cette fâcheuse réalité, même si nous savons pertinemment que nos moyens sont limités pour pouvoir résoudre réellement les problèmes. Nous estimons aussi qu'il est nécessaire de dépasser les frontières et d'aller à la recherche de la vérité, de solutions là où elles se trouvent. Nous considérons que par le lien que nous créons entre nous, nous laissons notre empreinte sur la construction d'un monde plus juste. Il est important que les jeunes partagent, discutent et échangent leurs points de vue sur ces réalités. Ils doivent aussi se renforcer mutuellement afin de pouvoir construire une génération forte de ses propres idées.

Ce que nous avons pu réaliser est énorme, car nous avons réussi à réunir des centaines de jeunes et leur avons permis de dialoguer, discuter, échanger leurs points de vue et même construire ensemble des propositions concrètes d'actions pertinentes pour le changement. Nous avons également appris à travailler ensemble en respectant notre diversité de visions et en utilisant les moyens techniques à notre disposition. Ce n'est peut être pas toute la jeunesse, mais c'est au moins un groupe de personnes qui feront attention à leurs gestes quotidiens et tenteront de changer de comportement à l'égard de la différence, de la protection des ressources et de l'environnement et devenir plus responsables.

Le Chantier jeunes

Le Chantier jeunes est un réseau international de jeunes créé pour identifier et pour faire face aux défis auxquels ils sont confrontés dans le monde entier. Qu'il s'agisse de lutte contre l'injustice, contre la pauvreté, les discriminations, la faim, la criminalité, la violence ou de partage d'idées ou de points de vue novateurs qui peuvent contribuer à un développement soutenable et enrichissant pour les sociétés, le Chantier jeunes s'efforce de soutenir et d'encourager les jeunes à réagir aux défis qu'ils rencontrent. Il se base sur le simple fait que les jeunes ont la capacité et la volonté de provoquer des changements essentiels, et qu'à partir de là, il s'agit de leur donner les moyens de jouer un rôle important pour améliorer leur propre sort, celui de leurs communautés et de la société toute entière.

Nous sommes convaincus qu'en continuant à travailler avec nos propres méthodes, dans nos communautés respectives, nous pourrions aller très loin, grâce à l'échange d'expériences, d'informations et d'idées, et en nous aidant mutuellement au niveau mondial. En construisant ce réseau collectif informel, nous espérons dépasser les barrières internationales qui bloquent et divisent les dialogues et les actions des jeunes à l'échelle internationale. Ce réseau constitue donc notre propre outil, grâce auquel nous pouvons nous familiariser avec les réalités des jeunes de nos différentes régions et d'ailleurs, et exprimer librement nos attentes, nos espoirs et préoccupations.

A propos de ce document

Au début, lorsque nous avons commencé à discuter de l'élaboration d'un cahier de propositions au sein de notre réseau et dans le contexte de l'Alliance, nous avons pensé que, pour proposer des stratégies pour l'avenir, il fallait avant tout souligner le fait qu'aujourd'hui les jeunes sont d'ores et déjà les acteurs du changement social. C'est pourquoi il ne s'agit pas seulement dans ce document de propositions, mais aussi d'actions. Non seulement des visions et des stratégies, mais aussi des exemples concrets d'initiatives de jeunes, dans différents domaines du développement, pour résoudre les problèmes mentionnés plus haut.

Ce document d'actions et de propositions de jeunes pour un changement social est donc le résultat d'un véritable travail collectif. Dans la dynamique de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, nous sommes concernés par les préoccupations de toute la population, et non seulement des élites. Il était important pour nous de fonder le travail du Chantier jeunes sur ce principe de base, afin de souligner la diversité des défis.

Au début, nous avons demandé aux coordinateurs du Chantier jeunes de rassembler des expériences de leurs pays et/ou de leurs régions, afin de présenter des cahiers de propositions par région du monde. Nous avons ensuite pensé que d'autres partenaires pourraient contribuer à ce processus, afin d'élargir la diversité non seulement des actions mais aussi des visions et points de vue. Nous avons reçu ainsi environ 35 documents traitant des problèmes rencontrés par les jeunes dans le monde entier. Chacun de ces

documents présente des expériences, des plans d'action et des propositions tout à fait passionnants.

Nous aurions aimé diffuser l'intégralité de ces documents. Mais, dans un souci de synthèse, nous avons choisi de présenter tous ces travaux en six grands chapitres. Les coordinateurs du Chantier jeunes ont donc réalisé un travail transversal afin de présenter un cahier de propositions moins long. En parcourant le présent document, le lecteur ressentira probablement toute l'harmonie de ce travail collectif, avec ses visions diverses, même si les chapitres ne sont pas tous structurés sur le même modèle.

On trouvera, à la fin du document, la liste des jeunes qui ont contribué à ce travail et le nom des coordinateurs et des partenaires qui ont participé au travail de synthèse.

La culture et l'art

Pour la plupart des gens, les termes culture et art sont métonymiques, chacun faisant appel à l'autre dans sa propre définition. Alors qu'il est pratiquement impossible de les définir, du fait de la variété infinie de leurs expressions, chacun de nous peut trouver une richesse vitale de sens dans la manière dont ils s'englobent mutuellement. La culture d'une personne, comprise ici comme son contexte social et ses expériences, constitue le fondement actif de son art, entendu comme les produits et la production informés par sa vie, et inversement source d'inspiration pour sa vie et ses actions futures.

Dans cette section, art et culture seront traités ensemble. Aussi, pour faire la distinction entre une action culturelle informée par l'art et une action artistique informée par la culture, nous avons choisi, de façon arbitraire mais significative, de nous appuyer sur les deux thèmes qui ont été identifiés et largement abordés au cours du Parlement International des Jeunes de Sydney en 2000 : "Actions créatives pour le changement" et "Culture et identité".

La culture de l'art : des actions créatives pour le changement

Nous sommes tous d'une manière ou d'une autre des agents culturels. Certains sont musiciens ou artistes, acteurs ou organisateurs d'activités culturelles. Nos cultures et les cultures des communautés dans lesquelles nous vivons constituent le fondement de notre travail. Nous utilisons notre compréhension de nos cultures et nos capacités et talents pour attirer l'attention sur les défis auxquels sont confrontés nos communautés de vie. Notre ingéniosité et notre créativité ainsi que celles d'autres jeunes sont essentielles pour susciter l'intérêt et appuyer nos idées.

L'affirmation de notre droit à la culture n'est pas un acte insignifiant. Il est important d'inciter chacun à prendre conscience de sa culture, et de rechercher des méthodes et des moyens pour retrouver et préserver des cultures passées et présentes. Tout cela fait partie d'un processus dont les jeunes ont aussi la responsabilité. Nous devons trouver tous les moyens possibles pour entretenir et maintenir nos cultures. Mais il nous faut aussi trouver les moyens de les célébrer et d'avancer vers l'avenir.

Si nous voulons affirmer nos cultures et nous fonder sur la connaissance que nous en avons pour mieux résoudre les questions et les problèmes auxquels sont confrontés nos communautés, nous avons besoin d'informations sur nos propres cultures et devons développer des outils appropriés. La communication est au cœur du partage de la culture et devrait constituer le fondement des stratégies que nous adoptons en vue d'actions créatives pour le changement.

Les différents moyens créatifs à notre disposition pour promouvoir le changement social peuvent être très puissants et influents. Nous devrions

former les gens à des activités créatives telles que le théâtre, l'art, la littérature, la musique, l'Internet ou autres, pour les aider à comprendre le rôle essentiel qu'elles peuvent jouer dans le changement social.

Exemples pratiques et stratégies

Des jeunes du monde entier ont rejoint des mouvements de jeunesse pour partager leurs expériences, leurs idées et leurs compétences et lancer des initiatives basées sur des activités créatives pour un changement à tous les niveaux. Après tout, il est essentiel d'être capable d'exprimer une identité culturelle pour conserver et développer le sentiment d'avoir une identité personnelle. L'identité culturelle, puisqu'elle est partagée, aide à stimuler l'identité de la communauté. De même, il est important d'avoir une forte conscience de soi et de sa culture pour défendre et développer les principes des droits humains dans une communauté.

Il existe des milliers d'exemples d'activisme culturel possible. En voici un petit échantillon.

** Le Groupe d'Actions Créatives pour le Changement*

Ce groupe, créé à l'occasion du Parlement international des jeunes à Sydney en 2000, rassemblait 22 personnes de 22 pays différents. Elles ont continué depuis à partager leurs expériences, leurs idées et leurs contacts. Elles ont également travaillé ensemble pour créer des outils de communication partagés, comme par exemple un site Web. Le site (<http://www.active.org.au/creativeaction>) est conçu comme un forum dans lequel n'importe quel-jeune créatif/ve peut apporter et partager des idées et des stratégies pour des changements sociaux.

Par ailleurs, un autre résultat du travail effectué pendant le Parlement international des jeunes a été le projet de compiler la profusion de créativité, d'œuvres et de travaux présentés au cours du Parlement. Les poèmes, photos, récits, chansons, pensées, rêves, peintures, dessins, et autres œuvres créés pour et par les jeunes leur ont servi à exprimer leurs inquiétudes sur le monde. Il s'agit là d'une approche interculturelle dynamique et puissante qui permet de mettre en lumière les questions que se posent les jeunes et la manière dont ils se situent par rapport aux défis sociaux.

** La musique pour se comprendre*

Rassembler des Bosniaques autour de la musique : tel était le but d'un programme lancé par une jeune déléguée au Parlement International des Jeunes. Tamara était en contact avec l'ONG américaine *Balkan Youth Link* ("Réseau de la Jeunesse des Balkans"), qui cherchait un projet qui puisse rapprocher les jeunes de la République de Serbie et ceux de la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Tamara et son ami ont pensé que cela serait possible à travers la musique. Ils ont conçu un projet avec des jeunes musiciens de différentes régions de Bosnie et les ont invités aux Etats-Unis pour qu'ils jouent de la musique ensemble. Ils ont aussi organisé des ateliers sur la communication interculturelle et les expériences de l'après-guerre. Avec un groupe élargi d'artistes, Tamara, qui est maintenant journaliste à la radio,

travaille actuellement avec une organisation basée aux Etats-Unis pour monter un festival de musique qui rassemble des jeunes de tous les Balkans et des Etats-Unis.

Des défis comme ceux auxquels sont confrontés les Balkans ont déjà été surmontés dans d'autres régions du monde grâce à la musique, qui intervient comme une force unificatrice. En 1998, à Chypre, 200 jeunes ont, pendant une journée, célébré ensemble la paix : une moitié venait de l'Est de la "ligne verte", l'autre moitié de l'Ouest. Au Congo, pays ravagé par la guerre, le groupe Yela-Wa a créé un mélange musical populaire et "thérapeutique" d'anciens et de nouveaux sons, appelé "Wasa" (qui signifie "guérir").

* *Théâtre pour la tolérance*

Holly, une déléguée danoise au Parlement international des jeunes, est persuadée que l'on peut aider les gens de différentes cultures et modes de vie à être plus tolérants entre eux. C'est ce qu'elle fait à travers l'art, qui selon elle donne du sens à la vie en aidant les gens à voir le côté positif des choses. Avec d'autres jeunes, elle a donc créé une troupe de théâtre appelé *Southern Edge* ("Côté Sud"), qui poursuit ces objectifs à travers la danse, le théâtre, les arts visuels et des films pédagogiques.

Il existe beaucoup d'autres troupes de théâtre dans le monde entier qui travaillent à diffuser des informations essentielles sur la culture et sur la réalité qui nous entoure. En Thaïlande, le *Mirror Art Group* ("Groupe d'Art Miroir"), lancé par de jeunes gens en 1991, se sert du théâtre, des marionnettes, de la musique, de la poésie, etc., pour diffuser avec d'autres jeunes des messages humanitaires à la fois touchants et captivants. Au Kenya, le Théâtre du peuple Amani vise les mêmes objectifs à travers des spectacle montés dans des villages isolés. Il existe aussi de petits groupes de théâtre en Ouganda, au Vietnam et au Cambodge qui utilisent l'art traditionnel local pour traiter de questions sensibles.

* *Artistes pour la culture locale et le dialogue international*

YemenArts est un projet conçu pour présenter au monde la culture et l'héritage yéménite. Ce projet présente non seulement les villes principales et l'architecture du Yémen, mais rassemble aussi des artistes yéménites, hommes et femmes, qui viennent de zones urbaines ou rurales et travaillent dans différents domaines artistiques. YemenArts a été créé par des artistes locaux pour promouvoir l'art du Yémen, rendre accessible leur culture aux autres et créer un dialogue avec le reste du monde. YemenArts (<http://www.yemenarts.org.ye>) a pu voir le jour grâce à Dia, une ONG française, après un gros travail pour créer des activités avec les jeunes et monter différents programmes au Yémen.

L'art de la culture : culture et identité

Le mot "culture", lorsqu'il est utilisé en référence à l'identité de quelqu'un, peut avoir des centaines de milliers de significations possibles selon le contexte. Il peut pour les uns faire référence à l'origine d'une personne, pour les autres aux chansons, aux récits, et pour d'autres encore aux habitudes

vestimentaires. L'apparence de chacun peut avoir de l'importance pour les personnes venant de communautés qui suivent des règles strictes de lignée et de mariage. Pour d'autres, la dépossession généralisée et les mariages mixtes font que cela n'a plus aucune importance.

Dans les discussions sur la culture, il semble que tout le monde soit inquiet des répercussions très fortes qu'ont les modèles provenant des cultures dites dominantes – autrement dit de l'occidentalisation et de l'américanisation de la culture. Ce sont à la fois l'histoire de la colonisation, l'assimilation et le pouvoir commercial et matériel de la modernisation qui entrent en jeu, tout comme les fausses croyances, les stéréotypes et la nature controversée des droits humains, de la justice sociale, de l'équité des genres et des bonnes pratiques de santé. Face à cela, certaines personnes pensent que la "préservation de la culture" est essentielle, alors que d'autres se posent des questions sur sa légitimité populaire.

De toutes façons, il va sans dire qu'il est essentiel de défendre, de poursuivre et d'affirmer son identité culturelle. Notamment celle des cultures traditionnelles et anciennes en voie de disparition qui, encore aujourd'hui, n'ont que trop rarement été sur un pied d'égalité avec les autres.

Exemples pratiques et stratégies

Pour promouvoir efficacement une compréhension des valeurs et des usages d'une identité culturelle, les jeunes s'accordent en général sur un certain nombre de choses : le besoin de partager ressources, connaissances et compétences ; le besoin de faire pression sur les gouvernements et autres organisations pour travailler en partenariat et mieux financer les programmes culturels ; le besoin en particulier de renforcer les alliances entre les médias internationaux et locaux et de les inciter à aborder les enjeux culturels.

Un autre objectif est d'utiliser l'éducation comme catalyseur pour le changement social. Parmi les stratégies clé : développer des programmes de formation au développement culturel, créés par des jeunes et basés sur des situations tirées du quotidien ; inciter la jeunesse à créer des festivals et des compétitions culturels permettant un apprentissage ; développer des programmes de formation "à la maison", où les gens puissent apprendre à travers la culture orale de la communauté ; stimuler le renforcement des capacités des jeunes et leur implication dans des activités culturelles ; obtenir des appuis pour développer des programmes d'éducation bilingues ; enfin, développer des méthodes pour que les informations locales et indigènes soient diffusées dans les communautés concernées.

Internet peut être utilisé dans certaines communautés pour promouvoir la culture et relancer l'économie à travers le tourisme et le commerce. Les gens devraient être en mesure de concevoir ces activités économiques selon leurs propres exigences et cela pourrait se faire par le biais d'associations médiatiques qui existent déjà (notamment pour les peuples indigènes) et par la création d'alliances avec les associations internationales de médias pour constituer un réseau d'appui à des programmes d'échange.

Nous devrions par ailleurs défendre les droits de propriété intellectuelle (DPI) sur les éléments culturels indigènes. L'une des stratégies, complexe mais essentielle, serait d'informer les communautés sur les DPI pour à la fois leur faire connaître leurs droits et les inciter à participer plus activement aux processus législatifs qui touchent directement leurs cultures. Des instruments de protection pour les cultures indigènes devraient être mis en place dans tous les pays, ce qui permettrait par ailleurs de pousser à l'adoption un "label de non-authenticité" pour identifier les imitations commerciales d'objets d'art indigènes.

Un autre objectif de taille est l'introduction de conventions ratifiées dans les législations nationales (par une modification de la constitution et une législation nationale), ainsi que l'adoption et la mise en œuvre de l'ébauche de Déclaration des droits des peuples indigènes (1), ce qui requiert une coopération et actions de pression à de nombreux niveaux.

Nous vous présentons ci-dessous quelques unes des nombreuses activités menées par les jeunes dans ce domaine :

** La parole aux aborigènes*

On assiste actuellement à de gros efforts pour revenir sur des siècles de négligence à l'égard des cultures aborigènes. Ainsi, la Fondation Lingari – première organisation nationale indépendante fondée par des aborigènes australiens – a été créée en 2001. Du nom de Vincent Lingari, un chef aborigène important du siècle dernier, cette fondation est dirigée par un chef jeune et compétent. Au Canada, Carmen, une jeune indienne, a donné naissance au Réseau des jeunes aborigènes (<http://www.ayn.ca>), pour combattre la fragmentation des communautés au sein des "premières nations" du Canada. Grâce à la culture moderne d'Internet, les jeunes peuvent renforcer leur identité culturelle indigène. Beaucoup d'autres groupes indigènes, grands ou petits, travaillent pour renforcer la voix des plus marginalisés, et notamment celle des jeunes.

** Pour une compréhension interculturelle nationale*

En 1996, trois jeunes hommes sont allés ensemble au Congo pour promouvoir les valeurs africaines traditionnelles. Un an plus tard, leur travail a abouti à la création d'une association culturelle nommée "Le é de évolution". Le travail de ses membres consiste à rechercher et développer une culture de paix qui stimule la jeunesse africaine et ses initiatives interculturelles. En Algérie, le milieu associatif, qui reste peu actif, travaille dur pour motiver une jeunesse disparate et l'aider à porter une voix commune.

** Pour une compréhension interculturelle régionale*

Motivée par la devise "Plus les gens se connaissent entre eux, et moins il y a de chances qu'ils se battent", BikeAbout Inc., une organisation américaine à but non lucratif (<http://www.bikeabout.org>), a passé une année (1997-1998) dans le bassin méditerranéen pour travailler avec des jeunes et développer des projets pédagogiques internationaux dont le but était de faire disparaître les sentiments de peur et d'antagonisme entretenus par des générations de désinformation utilisée pour garder des voisins régionaux séparés. De la

même façon, l'Assemblée asiatique des jeunes de 2001 à Kanpur (Inde) – qui a pu avoir lieu grâce au travail du Chantier jeunes et du Parlement international des jeunes –, s'est réunie pour dépasser les différences culturelles qui ont tant affecté les relations sur le continent asiatique. Un réseau d'échange permanent a pu être créé à partir de là.

** Pour une compréhension interculturelle internationale*

Lorsque l'on rassemble un groupe de personnes du monde entier, l'une des choses les plus frappantes est qu'elles n'apportent pas seulement des connaissances et des expériences qui leur sont propres, mais aussi des bagages culturels variés, des langues, des croyances spirituelles et religieuses, des coutumes et traditions diverses. C'est exactement l'aventure que les coordinateurs du Chantier jeunes sont en train de vivre. Cette expérience extrêmement enrichissante a aussi posé (et continue à poser) beaucoup de problèmes et de difficultés, en particulier du fait que ses membres actifs, pour la plupart, n'échangent pas directement mais utilisent les nouvelles technologies et les méthodes de communication à distance. Nous avons survécu. Le nouveau défi pour le Chantier jeunes et pour beaucoup d'autres réseaux de jeunes similaires est d'apprendre à partager et à développer avec d'autres l'expérience de ceux et celles qui ont la chance d'être impliqués dans ce type de dynamique, qui doit participer à la création d'une société plus ouverte et tolérante.

Lutte contre la pauvreté et le Sida

La lutte contre la pauvreté et le VIH/Sida doit impliquer chacun de nous, même si le présent texte parle spécifiquement du rôle et de l'expérience des jeunes. Cette section présente les priorités identifiées par les jeunes dans cette lutte, certaines des solutions qu'ils proposent, ainsi que les méthodes d'actions qu'ils utilisent pour faire face aux problèmes auxquels ils sont confrontés.

"Si l'on veut parler d'action efficace, la seule vraie question est de savoir si les pauvres sont l'objet de cette préoccupation ou s'ils sont les 'acteurs' de leur propre avenir. On ne peut toucher les membres les plus pauvres de nos sociétés par une action au niveau mondial que si celle-ci les implique et respecte leur dignité" (Nimbewe Phillip Kuambiana, Délégué tanzanien au Parlement international des jeunes).

La lutte contre les effets de la pauvreté est l'un des plus grands défis d'aujourd'hui. La pauvreté provient d'un accès limité aux ressources économiques, technologiques, culturelles et écologiques. Le chômage, la dégradation de l'environnement, l'instabilité politique et économique, les conflits et les inégalités en sont les résultats. Ce sont les femmes, les minorités et les jeunes qui sont les plus touchés, à des degrés différents et selon les situations de chacun.

Pendant le Parlement international des jeunes, des jeunes de plus de 150 pays ont travaillé à partir de leurs propres analyses et stratégies d'action sur les 6 thèmes suivants : L'éducation pour la vie ; Apprendre pour le changement ; Pour un avenir durable ; Solutions techniques ; Moyens de subsistance des jeunes ; Lutte contre le SIDA.

L'éducation pour la vie

Etant donné l'importance de l'éducation dans la lutte contre la pauvreté et pour un partage des ressources technologiques, environnementales et culturelles, la question est de trouver des moyens d'améliorer l'accès à une éducation pertinente et de qualité pour tous. Cette éducation est indispensable pour :

- la construction et la compréhension de sa propre identité ;
- l'accès à l'emploi, à la santé, la participation politique et l'intégration sociale (afin de "casser le cycle de la pauvreté").

Parmi les problèmes qui limitent l'accès à l'éducation :

- la pauvreté, qui empêche souvent les jeunes de continuer leur scolarité ;
- des normes culturelles spécifiques, qui incitent certains groupes de la population à ne pas étudier (les femmes par exemple) ;
- les distances à parcourir, parfois très longues pour arriver à l'école ;
- la fourniture irrégulière d'énergie et le manque d'aménagements ;
- le besoin de s'abriter pendant des périodes de conflit intense ;
- le besoin de trouver un emploi ;
- le manque d'éducateurs qualifiés et professionnels ;

- les classes surchargées ;
- la croyance dans certaines sociétés que le système éducatif renforce les discriminations qui existent, basées sur la race, le genre ou la classe sociale ;
- le manque de ressources pédagogiques, comme les livres, les ordinateurs, les moyens de créer son propre mode d'apprentissage, les bibliothèques, etc.

Parmi les questions qui se posent, notons aussi celles des droits des minorités et des besoins spécifiques selon les groupes, les langues, les conditions d'accès à l'éducation, ainsi que la question de savoir si les écoles utilisent une approche holistique de l'éducation ou si elles se concentrent uniquement sur le développement intellectuel.

Pistes d'action

1. Mener des actions de lobbying pour permettre l'accès des groupes défavorisés à une éducation de base, et par là même combattre l'analphabétisme des enfants et des adultes.
2. Lancer des campagnes, lever des fonds et faire pression sur les gouvernements pour obtenir des ressources pour l'éducation.
3. Améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation dans les collectivités par des actions dans les communautés locales.
4. Promouvoir la valeur de la culture à travers l'éducation et combattre la discrimination sociale au sein de l'éducation.
5. Atteindre des groupes qui n'ont pas accès au système éducatif formel en encourageant l'apprentissage à l'intérieur des communautés et d'autres méthodes d'apprentissage informel.
6. Encourager et appuyer l'éducation de personnes aux besoins spécifiques.

Un exemple d'action des jeunes : Nadem Nashef et l'Association pour la jeunesse arabe – Baladna

L'organisation de Nadem s'efforce de fournir un soutien financier aux enfants et aux jeunes en récoltant des donations et en distribuant de l'aide. Celle-ci inclut la fourniture de stylos et de cahiers pour les enfants palestiniens qui sont dans le besoin. L'éducation de la jeunesse palestinienne est un des éléments clé dans la lutte contre la pauvreté et pour la compréhension de la vie, mais les obstacles sont nombreux. Nadem explique : "A cause des bombardements et de la nécessité de s'abriter, de nombreux jeunes n'ont plus accès aux écoles, aux collèges ou aux universités, et parfois même, ces locaux ont été fermés pour être transformés en bases militaires".

Apprendre pour le changement

L'objectif est de développer des stratégies pour encourager l'éducation formelle et informelle sur des thèmes spécifiques tels que les droits humains et la connaissance de la pauvreté, afin de permettre aux jeunes de s'impliquer activement pour un changement dans ces domaines.

"La pauvreté existe dans tous les pays du monde. Pour casser le cycle de la pauvreté, on doit impérativement améliorer le niveau de connaissance des

jeunes sur les questions de pauvreté et les motiver à agir contre celles-ci dans leurs propres communautés et ailleurs. C'est particulièrement important à une époque où les actions et les priorités des pays développés influencent directement la vie des habitants des régions en développement à travers leur mode de consommation" ("Apprendre pour le changement", document de travail du Parlement international des jeunes).

Les leçons tirées des expériences partagées lors du Parlement international des jeunes montrent que :

- les jeunes peuvent renforcer leur influence par la pensée critique et une participation active et militante ;
- l'accès à l'éducation sans restriction peut limiter les conflits ;
- l'apprentissage d'une culture et la fierté qu'on lui prête peuvent aboutir à la tolérance et à l'acceptation des différences culturelles ;
- les jeunes devraient avoir la possibilité de prendre la responsabilité de changer leur environnement éducatif.

Les stratégies pour aider à la réalisation de ces objectifs consistent à :

- utiliser des méthodes d'enseignement créatives, interactives, enrichissantes et flexibles ;
- améliorer les conditions d'apprentissage ;
- augmenter l'accès à l'éducation et à la pensée critique pour inciter au droit de choisir ses valeurs ;
- donner les moyens de comprendre la pauvreté et ses implications sur l'environnement, la paix, la stabilité et le partage des responsabilités face à l'avenir.

Pistes d'action

1. L'éducation aux droits humains

Pour que les jeunes soient conscients de leurs droits et de ceux des autres, il faut contribuer à la Campagne mondiale pour l'éducation à la paix (2) en développant du matériel et des programmes de formation pour les communautés.

2. Explorer les synergies possibles entre une éducation culturelle et une éducation mondiale

Il s'agit de créer au niveau mondial un module d'enseignement sur la "prise de conscience des réalités", qui incite les individus à prendre des responsabilités pour s'impliquer sur des enjeux mondiaux. Ce module permettrait à la fois de combattre les préjugés, d'encourager la tolérance, d'éduquer à la paix et de faire prendre conscience aux autres la réalité des peuples indigènes.

3. Encourager la participation active et l'engagement

C'est possible par la constitution de forums électroniques pour diffuser de l'information pédagogique.

Un exemple d'action des jeunes : Natasha Horn, People and Planet, Royaume Uni

Tasha s'est engagée lors du Parlement international des jeunes à former les habitants de sa communauté locale sur des questions mondiales, à travers les

écoles et les universités. Elle souhaite ainsi améliorer leur connaissance de la situation internationale en cassant les stéréotypes et les idées préconçues et en incitant les gens à la critique. L'organisation *People and Planet* (P&P) mène des campagnes sur des questions sociales et éthiques. En parlant du groupe universitaire suivi par P&P, Natasha raconte : "La semaine sur l'environnement que nous avons organisée en février était l'une de nos actions les mieux réussies : nous avons travaillé sur une prise de conscience des questions d'environnement par les étudiants et les avons tous incités à s'engager dans ce domaine. Nous avons fabriqué d'énormes banderoles et des posters, et organisé une manifestation à vélo dans la ville pour protester contre la pollution des routes et la circulation ; nous avons également réalisé une exposition de photos sur les problèmes d'environnement au niveau mondial et organisé un salon sur les métiers éthiques".

Pour un avenir durable

Comment trouver des moyens d'impliquer les jeunes dans la gestion de leur insertion dans l'écosphère, en tentant de leur faire prendre conscience qu'il existe des modes de vie durables, et en les incitant à agir à la fois avec responsabilité et en toute connaissance de cause ?

Lors du Parlement international des jeunes, il a été admis que :

- les problèmes de dégradation et de pollution sont liés à la politique, à la domination et à une distribution inéquitable des ressources ;
- la destruction de l'environnement mène à la destruction des valeurs des peuples indigènes, à celle des pratiques traditionnelles et à l'impuissance des individus et des communautés ;
- la culture de consommation a engendré la pollution, des quantités énormes de déchets et la destruction de cours d'eau ;
- il faut impérativement agir à la base pour arriver à rendre les sociétés transnationales responsables.

Pistes d'action

1. Reconnaître que le rôle de l'éducation est crucial pour une meilleure prise de conscience.
2. Montrer l'exemple.
3. Faire du lobbying et mener des campagnes auprès des gouvernements dans de nombreux domaines.
4. Décourager l'utilisation de l'énergie nucléaire.
5. Faire pression sur la Convention de l'ONU pour le développement soutenable.
6. Développer des stratégies de communication appropriées.
7. Utiliser la recherche scientifique comme base pour tout travail et toute campagne.

Un exemple d'action des jeunes : Soraia Mello, gestion du Parc national Tapajós, Brésil

Le projet de Soraia, "Promanejo", vise à développer des modèles pratiques de gestion durable d'une partie de la région amazonienne en impliquant les communautés locales. Son travail traite de l'éducation à l'environnement et de

l'écotourisme dans le Parc national. Avec ses collègues, elle essaie de "développer des stratégies pour encourager la participation des jeunes".

Solutions techniques

Comment faire en sorte que les développements technologiques contribuent effectivement à l'égalité au niveau mondial et la participation culturelle des jeunes de toutes les origines ?

Au cours des discussions, les points suivants ont été soulignés :

- la technologie comprend différents volets, tels que les sources d'énergie durables ;
- l'utilisation de la technologie peut aider à réduire la pauvreté en favorisant la création d'emplois, en créant un marché pour des projets de développement et en augmentant les opportunités d'éducation ;
- l'introduction de la technologie a aussi eu des effets négatifs dans des domaines tels que les pratiques sociales, et lorsque le matériel obsolète n'est pas comparable à celui des pays plus développés ;
- l'accès à la technologie de l'information peut être une clé pour le changement social.

Pistes d'action

1. Surmonter les problèmes d'accès en encourageant l'utilisation de logiciels libres de droit, en *shareware*, qui constituent des technologies de l'information bon marché et équitables.
2. Travailler pour une intégration des technologies dans les milieux pédagogiques et faire pression pour des changements dans les programmes scolaires, afin que les jeunes apprennent à connaître et à utiliser la puissance de la technologie pour présenter l'information.
3. Développer des stratégies pour s'assurer que la culture et la technologie fonctionnent main dans la main. La mémoire et la diffusion du savoir et des cultures indigènes en dépendront.

Exemples d'action des jeunes : Terah Dejong, Nation 1, Inde

Après le Parlement international des jeunes en 2000, Terah a lancé un programme de formation à l'informatique pour les enfants atteints de poliomyélite dans sa communauté. Il explique : "Je veux mener cette action car cela va aider les enfants impliqués à trouver du travail ; cela m'aidera aussi à mieux comprendre le rôle des technologies dans la pauvreté et, comme je l'espère, cela renforcera les connaissances de ces enfants".

Ethan Gelber, BikeAbout, Etats-Unis

En 1997, Ethan a créé BikeAbout, une organisation à but non lucratif qui se consacre à des aventures éducatives utilisant Internet. Le premier grand projet de BikeAbout a été d'organiser un voyage autour de la Méditerranée, à vélo, sur 16 000 km, pendant 9 mois, durant lesquels des milliers d'étudiants et de professeurs du monde entier ont utilisé le site Web de l'association

(<http://www.bikeabout.org>) pour à la fois enseigner et apprendre sur les habitants et les régions de la Méditerranée.

Moyens de subsistance des jeunes

Pour casser le cycle de la pauvreté et pour renforcer le pouvoir des jeunes, il faut d'abord poser la question de la création d'emplois et de l'accès des jeunes aux entreprises et à des emplois sérieux et correctement rémunérés.

Le chômage a de nombreuses conséquences sur les jeunes, et engendre notamment un ennui profond et un comportement destructeur, une baisse de l'estime de soi et une fragilisation de l'individu.

Parmi les problèmes spécifiques aux jeunes :

- une discrimination dans les offres d'emploi vis-à-vis des minorités ;
- un manque de transfert des compétences ;
- la vulnérabilité des jeunes face à leur exploitation au travail ;
- l'obligation de certains jeunes à travailler pour contribuer au revenu familial, abandonnant ainsi la possibilité de recevoir une éducation.

Les points suivants doivent être considérés comme des principes universels à respecter dans tous les milieux professionnels :

1. Un salarié doit pouvoir être consulté et doit contribuer aux décisions qui concernent son travail.
2. Un métier doit respecter les pratiques culturelles d'une communauté.
3. Le travail dans l'égalité, sans discrimination des groupes minoritaires.
4. La santé et le bien-être des employés doivent être préservés.
5. Des offres d'emploi adaptées doivent être proposées aux handicapés.
6. Les employés devraient être informés de l'impact de leur emploi sur l'environnement, et faire pression le cas échéant pour une meilleure utilisation des ressources.

Pistes d'action

1. Développement de l'emploi et de l'esprit d'entreprise
2. Création de centres et d'organisations pour les jeunes
3. Appui et défense des droits des jeunes travailleurs
4. Accès à l'éducation pour les jeunes en difficulté
5. Développement communautaire
6. Embauche de bénévoles

Un exemple d'action des jeunes : Nicole Rambelo, Loharano – Formation et développement, Madagascar

L'activité principale de cette association est d'aider les jeunes à entrer dans la vie professionnelle. Comme la plupart des ONG qui travaillent avec les jeunes, celle-ci est freinée par l'absence d'une politique nationale ou d'une institution pour la jeunesse et de ce fait par le manque de ressources et de volonté politique pour permettre le changement.

Nicole est convaincue qu'une action politique nationale permettrait de mener des recherches sur le sujet et de développer un plan d'actions adapté plutôt que des solutions "rapiécées". Pour elle, "le premier problème" à traiter "en priorité est celui de l'emploi... afin que les jeunes puissent définir un projet de vie qui leur permette d'envisager l'avenir avec plus d'espoir". Le problème est devenu trop important pour être résolu par seulement quelques ONG, "car en effet, la grande majorité des jeunes est sans diplôme ni qualification, et nombre d'entre eux sont totalement analphabètes. C'est comme ça que la motivation et l'espoir d'un avenir meilleur font place à la simple survie".

La lutte contre le Sida

Le VIH/Sida affecte toutes les communautés, et les jeunes de 19 à 28 ans représentent la population la plus exposée aux risques. Dans beaucoup de pays la propagation du Sida a touché un très grand nombre de jeunes et d'enfants. La pression sociale qui entoure cette maladie et ceux qui en sont infectés rend encore plus difficile un changement social pourtant nécessaire pour combattre sa propagation continue. Les points suivants doivent être considérés comme des facteurs clés :

1. L'ignorance ou une éducation limitée : une méconnaissance quant au mode de transmission du VIH, les pratiques culturelles, les tabous religieux et sociaux qui empêchent une discussion ouverte sur le comportement sexuel.
2. La pauvreté et les faibles niveaux d'alphabétisation, le manque d'accès à l'information et aux services, les priorités gouvernementales lors de l'élaboration des budgets publics, qui trop souvent évaluent mal les effets du Sida sur le développement du pays.
3. Le comportement sexuel : le refus de prendre en considération dans certaines sociétés le fait que les jeunes sont sexuellement actifs, empêche d'évoquer les questions de la sexualité "hors couple" et sans protection ; la croyance que le virus ne touche que la communauté homosexuelle ; les inégalités qui augmentent les risques dans les groupes minoritaires.

Les objectifs généraux suivants permettraient de mieux faire face aux points évoqués ci-dessus :

- la mise en place de programmes d'éducation obligatoires sur la sexualité dans l'optique de la prévention du VIH/Sida.
- l'incitation à une participation active et à une prise en main par les jeunes du travail de prévention du VIH/Sida.

Exemples d'action des jeunes : Gustave Assah, Bénin

Le projet de Gustave se veut une approche interculturelle de la lutte contre le Sida. Il a organisé un certain nombre d'activités, parmi lesquelles des réunions dans les écoles, la rédaction de documents dans les langues les plus utilisées dans le pays et la mobilisation de masse dans les communautés pour organiser des campagnes de sensibilisation sur la question du Sida.

Lamin Camara, Lend a Hand Society, Gambie

Lors du Parlement international des jeunes, Lamin a présenté un plan d'action pour concevoir et mettre en place un programme de sensibilisation au VIH/Sida visant les jeunes Gambiens. Il a créé un programme de radio

hebdomadaire intitulé "Nous sommes concernés" et qui traite essentiellement d'informations éducatives sur le VIH/Sida. Ce programme a été une grande réussite car il a directement touché une audience jeune. Ce succès lui a permis de commencer à influencer la politique gouvernementale autour du Sida. Il recherche actuellement des fonds pour l'appui de petits projets de sensibilisation qui visent notamment les populations rurales jeunes. Il explique : "Mon programme d'aide aux populations est bien avancé même sans aide financière". Son plan d'actions montre que même avec peu de ressources, des programmes novateurs pour les jeunes peuvent encore avoir un impact énorme. Cela prouve également que le rôle des jeunes est fondamental dans la lutte contre la propagation du Sida.

On voit donc clairement que le rôle des jeunes dans la recherche de solutions pour lutter contre la pauvreté et contre la transmission du Sida est crucial. Le cas de la Moldavie, ancien Etat soviétique, illustre bien ce constat : "En Moldavie, un quart de la population a moins de 24 ans, les jeunes vivent dans des conditions de pauvreté parfois extrêmes et, par rapport au reste de la population, sont particulièrement touchés par le chômage et la nécessité de migrer. Cela se ressent sur leur comportement, considéré comme étant à hauts risques, sur leur niveau de violence, de délinquance, de consommation de drogues et d'infection par le VIH de plus en plus alarmant... Et pourtant rien n'a été fait pour motiver et renforcer les jeunes", explique Silvia Mosneaga, de la Ligue pour la défense des droits humains en Moldavie.

La bonne nouvelle est que beaucoup de jeunes sont très déterminés à prendre en main leur avenir. Cependant seule une partie d'entre eux a l'opportunité, la connaissance et les ressources suffisantes pour commencer à faire la différence. Les jeunes qui luttent contre les menaces de la pauvreté et de la maladie, ainsi que ceux et celles qui travaillent pour renforcer le pouvoir des jeunes ont un immense besoin de soutien.

Education

"L'éducation est un droit fondamental pour chaque individu, une clé pour d'autres Droits Humains, elle est au centre de tout développement, constitue le pré requis essentiel pour l'équité, la diversité et une paix durable" (Forum mondial pour l'éducation, Une éducation pour tous : tous pour une éducation, un cadre d'action, Dakar, avril 2000)

L'éducation au sens large est le processus le plus important, peut être même l'unique processus qui dote les êtres humains des moyens de survivre sur Terre. L'éducation – qui comprend l'apprentissage naturel, la socialisation, le partage organisé de l'information, l'acquisition de compétences et la transmission du savoir et des valeurs morales, etc. –, constitue indéniablement une part essentielle du progrès humain. C'est un fait reconnu universellement. En revanche, ce qui est constamment mis en question, c'est à la fois la méthode de l'éducation et la pertinence de son contenu, qui devraient plutôt contribuer à aider les individus à être plus indépendants, responsables et solidaires. Par ailleurs, la dimension commerciale et lucrative des institutions éducatives est une nouvelle source d'inquiétude. C'est à la lumière de ces éléments que l'on doit aborder le besoin urgent de réexaminer les systèmes d'éducation actuels et celui de permettre l'accès à une éducation de base pour chaque individu dans le monde entier.

Partout, l'évaluation de l'état des systèmes éducatifs est alarmante. L'objet de notre propos consistera ici à présenter des éléments explicatifs et des stratégies de changement développés par les partenaires du Chantier jeunes lors de leurs échanges au cours de conférences nationales et internationales, de réunions et d'ateliers de travail.

Du fait de la complexité du sujet, deux angles différents sont nécessaires : une approche régionale et une approche thématique. Chacune de ces approches a mis en lumière des problèmes et des défis pertinents et elles ont abouti à des conclusions communes.

Tout d'abord, l'éducation est partout considérée comme l'élément le plus important de la construction de l'individu et du citoyen, même si l'approche qu'on en a et sa mise en œuvre varient selon les régions et les pays. Depuis la Révolution française, la société occidentale cherche avec plus ou moins de succès à matérialiser les postulats de la démocratie, mais beaucoup reste à faire. L'éducation, élément important de cette quête et objet de toutes les convoitises, devrait être le champ d'action prioritaire. Les pays en développement, une fois libres et indépendants, ont dû faire face à des défis encore plus grands : questionner la démocratie occidentale, la citoyenneté et le système éducatif ancrés dans leurs sociétés afin de trouver un nouvel équilibre, dans un contexte de dépendance accrue à l'égard d'une dynamique mondiale occidentalisée. Pour créer des citoyens responsables au niveau local et mondial, chaque société devrait intégrer une composante civique à son système éducatif, une dimension citoyenne adaptée au contexte, mais dont les résultats puissent être partagés ailleurs. Le nouveau projet de l'association Dia

(<http://www.diwan.net>) dans le bassin méditerranéen illustre bien cette approche : les jeunes doivent être les porte-parole, les initiateurs et les animateurs des pratiques d'éducation à la citoyenneté. Proposer des pratiques d'éducation à la citoyenneté, principalement en milieu scolaire, en intégrant systématiquement une dimension méditerranéenne, permettrait de réaliser dans la durée un travail approfondi sur le développement de pratiques Nord/Sud et créer un secteur dans lequel les jeunes pourraient bénéficier d'une réelle reconnaissance.

Nous sommes particulièrement préoccupés par l'écart entre les systèmes éducatifs des pays développés et ceux des pays en développement. Cet écart s'explique par des disparités d'accès à l'éducation, mais également par des contextes sociaux, économiques et religieux différents. Il apparaît encore plus important si l'on prend en considération la pression qu'exerce le pourcentage élevé de jeunes de moins de trente ans sur les systèmes éducatifs dans les régions où les conditions de vie et d'éducation sont les plus dures. Les différences de niveaux d'éducation méritent en outre d'être soulignées : pour un grand nombre de pays en développement, l'alphabétisation reste le premier objectif, alors que l'Occident fait face à une hyper-inflation de diplômes, d'universités et de formations post-universitaires.

Cependant, bien qu'accessible à la majeure partie de la population, l'éducation dans les pays développés doit faire face à de nouveaux défis : de qualité, d'équivalences entre pays, de relation avec les futurs emplois, etc. Il existe par ailleurs des disparités régionales au sein même des pays du Nord, notamment dans les zones rurales et montagneuses ou dans les zones défavorisées ou de forte population immigrée.

Même si nous sommes plus sensibles aux problèmes des pays en développement, il ne faut donc pas négliger pour autant le besoin de réformes dans les systèmes éducatifs en occident. Ces changements sont essentiels pour le développement autonome de chaque citoyen, tant au niveau mondial que local. Les conditions de vie qui découlent du développement économique ne sont pas toujours toutes positives. Tout en étant plutôt individualiste, le citoyen occidental d'aujourd'hui est en même temps de plus en plus dépendant du marché du travail et des nouvelles technologies. Il va sans dire que cette dépendance débute à l'école élémentaire où la libre expression et la créativité restent limitées, alors même qu'elles sont censées être des droits fondamentaux. Une question encore plus délicate est la volonté et la capacité des citoyens à se mobiliser face à des crises, à les affronter et les assumer, notamment lorsqu'ils ne se sentent pas directement concernés. Cette attitude s'explique aussi par le manque de solidarité et d'ouverture d'esprit au sein même des systèmes scolaires.

Il ne s'agit là que de quelques exemples destinés à illustrer le fonctionnement des systèmes d'éducation occidentaux actuels et leurs résultats. Pour compléter la liste, il faudrait ajouter les points suivants :

- l'adaptation des programmes scolaires au progrès de la société est lente, alors que de nouvelles approches et de nouvelles technologies apparaissent chaque jour ;
- les programmes scolaires ne sont pas toujours bien adaptés à l'âge des élèves ;

- même si l'accès à l'éducation n'est plus un réel problème, il faut encore encourager le libre choix car il reste très lié au statut social et au marché du travail ;
- la question du développement de l'individu en tant qu'être social devrait être relancée au regard de ces nouveaux contextes ;
- la dépendance exclusive du système éducatif à l'égard des politiques gouvernementales et des besoins de l'économie n'est pas seulement dangereuse, mais elle peut aller à l'encontre de la démocratie ;
- la connaissance du monde extérieure reste faible.

Les stratégies suivantes permettraient de mieux faire face à tous ces défis :

- les programmes scolaires devraient utiliser de nouveaux outils pour suivre les nouvelles tendances ;
- le système éducatif devrait tenir compte des nouvelles préoccupations sociales et de leurs effets, sous un angle à la fois scientifique et critique ;
- la capacité d'un individu à s'identifier en tant qu'être social fait partie de son développement. Les programmes scolaires devraient encourager la dimension sociale : le partage plutôt que la compétition, la solidarité et la capacité à respecter l'autre sans discrimination sociale, ethnique, sexuelle ou autre ;
- les élèves devraient être encouragés à développer leur créativité et leurs propres points de vue pour les inciter à choisir eux-mêmes plutôt qu'être choisis ;
- de nouvelles valeurs devraient être mises en avant pour surmonter les disparités entre les établissements scolaires : seule une certaine catégorie de la société a accès aux écoles privilégiées et prestigieuses, fonctionnant de manière traditionaliste ;
- élargir le nombre des acteurs de la réforme du système d'éducation, et plus précisément faire participer des professeurs, des étudiants, des parents, des travailleurs sociaux et la société civile ;
- favoriser une meilleure connaissance des événements et des tendances mondiales, mais également des autres cultures et régions. Reconnaître aussi, à travers le système éducatif, la colonisation mercantile passée et présente des pays en développement ;
- enfin, mettre en avant les problèmes environnementaux.

De manière générale, il a souvent été reconnu que l'éducation dans les pays en développement est mise à mal du fait d'un certain nombre de limites :

- la généralisation de l'éducation primaire reste un rêve lointain. Les disparités liées au genre, le taux élevé de personnes en rupture scolaire, l'accès limité à l'éducation pour les couches pauvres et vulnérables de la société sont autant d'éléments qui caractérisent le système éducatif ;
- le système éducatif ne doit exclure personne et doit pouvoir accueillir les individus ayant des besoins spécifiques ;
- une éducation traditionnellement trop basée sur l'apprentissage machinal peut étouffer la créativité de l'enfant et son ouverture sur l'extérieur ;
- l'éducation formelle dans les écoles n'apporte pas aux étudiants les compétences requises pour un développement harmonieux de la personnalité. Les programmes d'études n'intègrent généralement pas les notions d'aptitude et d'intérêt et offrent aux étudiants des choix de carrière limités ;
- les diplômes d'éducation supérieure sont liés à des métiers spécifiques. De fait, un grand nombre d'étudiants est obligé de poursuivre des études supérieures, sans pour autant être intéressé ou en avoir les capacités ;

- les programmes scolaires sont souvent démodés et inadaptés aux besoins modernes. Par exemple, l'éducation sexuelle est encore trop absente de même que des activités interactives entre filles et garçons ;
- l'éducation scolaire a été commercialisée et elle est gérée comme une entreprise. Cela se ressent dans la qualité de l'éducation, qui reste superficielle et s'éloigne souvent de son objectif de base ;
- l'éducation ne prend pas en considération la notion de valeurs humanistes fondamentales ; au lieu de cela, elle met en avant celle de réussite matérielle.

Stratégies pour un changement

A partir de ces préoccupations se dessine le besoin de changements à tous les niveaux :

- le système éducatif devrait introduire l'acquisition de compétences pour la vie et le développement des capacités chez les jeunes ;
- le pouvoir des jeunes doit être reconnu pour permettre le changement ;
- une sélection et une formation appropriées des professeurs constituent des facteurs cruciaux du changement ;
- le renforcement des capacités des jeunes implique un accès facile pour toutes les couches de la population à des informations pertinentes ;
- la technologie devrait être utilisée pour l'éducation des enfants ayant des besoins spécifiques et ceux qui sont confrontés à des situations particulières ;
- il faut créer des espaces où les jeunes puissent s'exprimer librement, faire ressortir leur force créative cachée et leur énergie, développer leur sens de l'esthétique et leur sens critique, construire leur amour-propre et la confiance en eux-mêmes ;
- des mécanismes devraient être mis en place pour permettre un dialogue avec les familles des jeunes et les communautés auxquelles ils appartiennent. Les générations futures pourront ensuite s'en inspirer pour développer et améliorer leurs méthodes d'apprentissage au sein de leurs propres communautés.

Enfin, les interdépendances entre les systèmes éducatifs du Nord et ceux du Sud, entre les pays développés et les pays en développement sont très nombreuses. Comme l'illustre le cas algérien, l'éducation occidentale reste un modèle pour permettre l'autodétermination des jeunes hommes ou des jeunes femmes. Ce modèle n'est certes pas parfait, mais les conditions locales n'offraient aux jeunes aucun autre système satisfaisant. Même si ces deux systèmes éducatifs ont chacun leurs particularités, ils soulèvent des questions communes : celle de l'éthique, des valeurs, du respect, de la qualité, des outils utilisés et de la citoyenneté.

L'enseignement supérieur

Les étudiants sont obligés de s'adapter à l'Université alors que ce devrait être à l'Université de répondre à leurs besoins !

"L'Université reflète les vœux et les idées de la minorité privilégiée" (Mariana Ferraz-Duarte, une étudiante brésilienne).

Le système actuel de l'enseignement supérieur amène à réfléchir sur les questions suivantes : Quel est l'objectif de base de l'éducation ? Le système éducatif cherche-t-il à offrir aux individus des connaissances et des compétences qui soient reconnues au niveau international ? Son objectif est-il de transformer des hommes et des femmes qui ont du talent, des compétences et de l'esprit en citoyens idéaux, humbles et qui soient dotés d'une morale et d'une vision de l'avenir ? Cherche-t-il à créer des citoyens non-violents, honnêtes et courageux qui seront nos futurs responsables et nos réformateurs ? Lesquelles parmi ces qualités sont proposées aux étudiants dans le système supérieur actuel ?

Etat actuel de l'enseignement supérieur

Lorsque nous parlons d'enseignement supérieur, nous ne faisons pas seulement référence aux institutions formelles telles que les universités, mais aussi aux possibilités très variées qui existent aujourd'hui, ainsi qu'à celles qui pourraient exister, pour que les gens puissent continuer à enrichir leurs connaissances et leurs expériences tout au long de leur vie.

Il est impossible d'envisager une Université 'universelle', du fait des spécificités régionales. Par exemple, on ne peut pas envisager une uniformisation entre les universités camerounaises et les universités françaises. Mais cela n'empêche pas en revanche les échanges entre les étudiants et les professeurs de ces différentes universités. Les pays comme le Cameroun, qui maintiennent des systèmes d'éducation "importés", doivent prendre la responsabilité d'adapter ces systèmes aux cultures locales et aux besoins spécifiques de leurs communautés. Même si les disparités entre nos pays montrent qu'on ne peut pas concevoir un système éducatif valable mondialement, cela n'empêche pas de travailler ensemble pour construire un système qui soit en harmonie avec la culture et les réalités de chaque communauté et qui puisse en même temps être en contact et dialoguer avec les autres communautés. Quatre questions communes, cruciales pour une amélioration de l'enseignement supérieur, peuvent être identifiées : l'éthique, la responsabilité des étudiants dans l'avenir de l'éducation, l'unité dans la diversité et le contrat social entre la société et l'enseignement supérieur.

Stratégies pour un changement dans l'enseignement supérieur

Les Programmes d'études

Dans certains pays, du fait de la situation politique, les programmes de l'enseignement supérieur sont instables. Parfois, ils ne sont pas appliqués du tout. Il existe également des différences d'enseignement d'une même matière au sein d'une université ou entre deux universités d'un même pays. Par ailleurs, il existe des disparités considérables entre des programmes d'études supérieures et les réalités sociales du monde professionnel. La plupart du temps, l'enseignement supérieur reste très théorique et parfois trop général. Ce manque de connaissances pratiques et le nombre restreint de spécialités proposées par les systèmes éducatifs de certains pays n'aident pas les jeunes diplômés à faire face aux réalités, une fois sur le terrain.

Quelques matières d'enseignement devraient être communes, et une harmonisation de la qualité des programmes devrait être effectuée au niveau international. Mais les programmes eux-mêmes doivent être conçus au niveau national en fonction du contexte particulier de chaque pays. A partir de là, la question d'équivalence des diplômes sera plus facile à gérer. Il faut renforcer et consolider les relations entre les étudiants, les professeurs et le reste de la communauté. Les étudiants ont besoin d'une expérience pratique qui soit intégrée dans l'enseignement théorique et directement liée aux réalités du monde du travail.

Un manque de compétences pédagogiques

De nombreux professeurs ne sont pas formés au niveau pédagogique pour transmettre efficacement les connaissances. En plus, ils se concentrent souvent sur un travail de recherche auquel ils consacrent la majeure partie de leur temps. De fait, nombre d'entre eux sont incompetents en matière d'enseignement et manquent d'initiative.

Il est essentiel que les professeurs puissent suivre une formation pédagogique plus poussée et mieux adaptée. Les institutions publiques doivent reconnaître l'importance et l'impact de l'enseignement, et donner autant d'importance à ce domaine qu'à celui de la recherche. Les professeurs doivent être libres de répartir eux-mêmes leur temps entre l'enseignement et la recherche. Cette dernière ne doit pas être considérée comme la seule activité noble dans l'enseignement supérieur.

Le système d'évaluation

Le système d'évaluation des professeurs et des étudiants n'est pas assez objectif et transversal (le système des notes ne devrait pas être le seul mode d'évaluation des étudiants). Il est nécessaire de créer un système dans lequel les étudiants et les professeurs savent clairement ce que l'on attend d'eux, et dans lequel une évaluation mutuelle de leur travail soit possible.

Le déroulement et l'orientation des cours

Trop souvent, la diversité des cours proposés aux étudiants ne correspond pas à leurs besoins ni à leurs intérêts. Les cours interdisciplinaires sont généralement trop rares.

Les étudiants et la société civile doivent participer plus régulièrement aux Conseils d'université afin de prendre part à l'élaboration des plannings. Le service d'orientation doit être plus efficace en ce qui concerne l'accueil des nouveaux étudiants dans l'enseignement supérieur et les informer correctement sur les options qui leur sont proposées. Aussi, les programmes universitaires pourraient commencer par une première année d'études très générales et pratiques pour à la fois les aider à choisir leur filière et leur dispenser une éducation civique.

Un manque d'éthique

Le système actuel de l'enseignement supérieur est totalement vide d'éthique, une valeur pourtant indispensable pour la construction des citoyens. Ainsi, des

sujets aussi importants que le respect de soi, la morale, la responsabilité et l'éthique professionnelle n'y sont pas abordés. Cela s'explique en grande partie par la main mise des gouvernements sur l'éducation, par la corruption et le manque d'enthousiasme et de motivation de la part des professeurs. En conséquence, le système ne permet pas de forger des citoyens responsables et équilibrés.

Toute innovation implique un besoin de contrôle. Dans le cas de l'éthique, la définition de ce concept reste aujourd'hui spécifique à chaque université. Puisque l'application de cette valeur dépend de chaque institution, il n'existe aucune garantie qui permette un contrôle efficace. Et puisque chaque communauté définit l'éthique en fonction de sa propre réalité culturelle, les définitions de ce terme sont multiples. Par conséquent, on ne peut envisager sérieusement l'existence d'une définition internationale de l'éthique qui soit uniforme et objective. Ainsi, dans certains pays du Sud où l'instabilité et la corruption sont monnaie courante, le sens du mot éthique est très aléatoire.

L'éthique de l'éducation est l'éthique de la vie. Une partie essentielle de l'éducation des gens repose sur leur capacité à se créer leur propre code éthique, un code de valeurs qui les guide dans leurs choix et dans leurs actions et qui détermine l'objet et le cours de leurs vies. Une éducation n'a de sens que si elle offre aux apprenants la possibilité d'évoluer sur un plan moral.

L'éthique et l'orientation des études : Un-e étudiant-e doit choisir son sujet d'étude en fonction de l'intérêt profond qu'il/elle y porte. Ce choix et les études elles-mêmes n'ont de sens que si la personne sait qu'elle va ensuite effectivement travailler dans le domaine étudié. Chacun devrait maîtriser son sujet à la fin de son cursus universitaire.

L'aspect professionnel du sujet : Pour qu'un sujet soit réellement étudié dans une optique professionnelle, les programmes doivent consacrer une place importante à ses aspects pratiques.

L'Université et la société

Il semble que les universités vivent dans un monde autiste, qu'elles ne créent aucun lien avec la société qui les entoure, avec le monde réel. Or presque aucun effort n'est consacré au renforcement de ces liens. Les étudiants sont ressentis comme un fardeau, leur statut n'est pas très gratifiant au sein de la société, alors qu'ils contribuent à son évolution, pendant et après leurs études.

L'Éducation supérieure devrait avoir les rapports suivants avec la société :

- transmettre le savoir et l'expérience des anciens, se baser sur ces connaissances pour offrir à la société la possibilité d'avancer dans des directions innovantes et créatives ;
- aider les individus à utiliser leurs connaissances et leur expérience en les adaptant à leurs besoins et en contribuant au bien-être de la société dans laquelle ils vivent ;
- encourager et développer différentes méthodes d'apprentissage en les plaçant sur un pied d'égalité ;
- reconnaître que l'éducation ne se limite pas à l'éducation académique mais qu'il s'agit d'un processus qui dure toute une vie ;

- assurer aux apprenants une connaissance pratique au sein de la société, pour l'avantage de cette dernière (par exemple dans les ONG, l'industrie, l'agriculture, le milieu politique, etc.) ;
- encourager la formation de personnes équilibrées et motivées pour devenir des citoyens responsables dans la société tant au niveau local que global.

La responsabilité des étudiants dans la construction de la société de demain

Dans certains systèmes éducatifs, les étudiants se concentrent tellement sur leur apprentissage professionnel que, une fois diplômés, ils sont en décalage parfois complet avec la réalité sociale qui les entoure et sont incapables de faire face aux réalités du monde du travail. Cet "autisme de l'étudiant" peut aussi provoquer une indifférence face aux problèmes sociaux rencontrés et met ainsi en cause leurs capacités de réactions.

Il faut que soit clairement spécifié ce que la société attend de l'enseignement supérieur et ce que l'enseignement supérieur peut apporter à la société. Les étudiants doivent connaître leurs droits en tant que citoyens et être capables de réagir face à une situation spécifique dans leur société. En faisant connaître aux étudiants leurs droits en tant qu'universitaires et leurs droits en tant que citoyens, il est possible d'accroître leur intérêt pour la vie sociale et leur sens des responsabilités.

Maintenir l'unité dans la diversité

L'idée de maintenir l'unité dans la diversité dans le domaine de l'enseignement supérieur est sans doute le défi le plus difficile à surmonter. Les structures occidentales d'enseignement supérieur qui ont été importées par plusieurs pays ne sont pas adaptées aux situations locales. Pourtant, l'idée d'une coopération entre les pays sur le thème de l'éducation est positive. C'est pourquoi la notion d'évaluation devient primordiale dans ce domaine. De ce fait, le système international devrait réexaminer ses méthodes d'évaluation. Ce système devrait par exemple inclure les principales doctrines dont on exige la connaissance dans les plusieurs pays pour réussir les examens universitaires.

Conclusion

L'éducation doit répondre aux besoins et aux attentes des communautés locales et de toute la société. Celle-ci change et évolue continuellement et les systèmes éducatifs doivent suivre cette dynamique. Afin de respecter un code d'éthique qui lui correspond, l'éducation doit s'appuyer à la fois sur la connaissance et la sagesse locale. Elle doit se baser sur une approche holistique, ne pas se limiter à la transmission de connaissances universitaires de professeur à étudiant et traiter en même temps de tous les aspects de la vie humaine.

Toutes les personnes impliquées dans le système éducatif doivent continuellement réfléchir sur ses faiblesses et sur les méthodes envisageables pour les surmonter.

Les jeunes et la résolution des conflits

Au cours du siècle dernier, nous avons été témoins de transformations politiques et socio-économiques fondamentales et sans précédent. Il apparaît clairement que, malgré les progrès considérables dans le monde entier, le nouvel ordre mondial du XXI^e siècle est fortement contesté. Cet ordre est marqué par des inégalités énormes sur les plans nationaux et internationaux, des disparités socio-économiques et l'émergence de revendications identitaires de toutes sortes dans différentes régions du monde. L'ordre mondial est également très perturbé par la violence et les conflits qui surgissent dans tous les domaines et toutes les régions. Au vu d'un tel scénario, garantir la sécurité des êtres humains et des Etats est une tâche bien ardue. Ainsi, la recherche d'un nouvel ordre mondial plus juste et pacifique représente un défi difficile pour notre capacité à gérer les multiples conflits qui explosent partout dans un monde de plus en plus interdépendant. Néanmoins, cette quête est déterminante pour l'avenir de la planète.

Le conflit au sens large apparaît dans tous les domaines de la vie et dans toutes les régions du monde. Il peut prendre des formes multiples et très variées, qui vont du conflit armé intensif entre les pays et les régions aux disputes de voisinage. Le conflit armé fait beaucoup de victimes, parmi toutes les personnes impliquées – autant parmi les forces armées que la population civile, particulièrement chez les jeunes. Même en l'absence d'un état de guerre déclarée, tout conflit social peut être aussi destructeur que n'importe quelle guerre. Les jeunes sont parmi les plus touchés par ces situations. Il leur incombe de devenir des faiseurs de paix actifs et des médiateurs justes pour agir sur des questions qui les concernent le plus. Les jeunes ont toujours mis en avant et affirmé leur responsabilité pour gérer positivement les conflits et travailler ensemble pour construire un monde de paix. Nous devons encourager encore ce processus de renforcement des jeunes.

Les formes, les lieux et les conséquences des conflits sont en constante évolution. C'est également le cas pour les solutions qui permettent de résoudre et de prévenir les conflits : la gestion de conflits ou de leurs conséquences implique la recherche de méthodes qui soient culturellement appropriées et adaptées à la dynamique de la situation de conflit.

Foi et fanatisme

La foi et le fanatisme, au sens large, font référence à une alternative à laquelle nous sommes confrontée aujourd'hui, et qui renvoie non seulement aux questions de fanatisme religieux, mais qui englobe aussi bien la poursuite inconsidérée d'objectifs matérialistes et les intolérances en tout genre, en particulier celles basées sur des identités exclusives.

Les attitudes fanatiques et extrémistes ont pris racine dans nos sociétés multiculturelles. Elles ont revêtu des formes variées, allant du fanatisme religieux aux revendications identitaires agressives, de la question des genres aux conflits entre castes. Quelles que soient les formes de ces croyances, elles se traduisent par un modèle de comportement violent, agressif, intolérant et excessivement autoritaire.

La foi était une croyance personnelle forte, pratiquée sans être imposée aux autres, considérée comme étant socialement rationnelle et constructive. Mais le fanatisme qui est apparu dans les pays du Tiers monde dans les 20 dernières années n'a rien à voir avec la foi. Il correspond à une utilisation instrumentale de la religion. Et les jeunes, du fait de leur vulnérabilité, peuvent facilement être influencés par de tels extrémismes.

Le fanatisme est engendré de motivations de toutes sortes. Il faut dénoncer sans équivoque toute forme d'extrémisme, qu'il soit religieux, basé sur des questions de genre, de castes ou de politique. L'ampleur avec laquelle certains propagent et imposent des doctrines a abouti à une interprétation erronée de ce que représente réellement la religion. Cette frénésie correspondait à une campagne de désinformation uniquement guidée par des intérêts particuliers.

Pour certains, le fanatisme est le résultat de la misère et de l'analphabétisme des masses qui en font des marionnettes soumises aux manipulations politiques menées par des politiciens et des chefs religieux avides de pouvoir. Il a aussi été dit que le fanatisme se nourrit du vide spirituel qui caractérise les classes moyennes des pays asiatiques et qui s'explique par leurs aspirations matérialistes irréflechies.

Pour contrecarrer cette culture abjecte, les jeunes, qui sont influençables, ont besoin d'être sensibilisés à une série de mesures permettant de s'attaquer sérieusement au problème du fanatisme.

Pistes de stratégies pour un changement

Les réponses possibles vont de la diffusion d'informations sur les formes multiples de la foi dans les écoles et autres lieux au dialogue interreligieux et à la mise en place d'un terrain neutre qui fasse tampon entre les groupes fanatiques. Cela permettrait d'explorer ouvertement et sans restrictions la signification même du concept de foi et sa pertinence dans nos propres contextes.

* Manifester notre rejet du fanatisme à travers les médias, l'art et les affichages muraux afin d'éveiller la conscience des gens.

* Créer des espaces d'échange d'énergies créatives à travers la peinture, la musique, le théâtre pour que chacun prenne conscience de la réelle signification et de la nature de la religion et pour instaurer la confiance mutuelle entre des communautés différentes.

* Mettre en lumière la vulnérabilité des jeunes face aux groupes fanatiques à travers des médias innovants.

* Eradication de la pauvreté et de la désespérance économique à travers des programmes de coopération et d'autogestion locale et la promotion d'industries rurales à petite échelle.

* Faire évoluer le système éducatif pour élargir son champ d'application, en organisant des ateliers, des séminaires alternatifs et des camps multiculturels qui conduiront à une meilleure compréhension des différentes pratiques culturelles.

* Promouvoir des méthodes individuelles pour atteindre la paix intérieure et l'harmonie grâce à la méditation et à d'autres pratiques spirituelles.

* Former des groupes de pression pour combattre les préjugés publics causés par les politiques gouvernementales et s'assurer de la participation et d'un traitement égalitaire de tous.

* Dans l'éducation formelle : inclure dans les programmes scolaires une information sur les différentes religions, les peuples, les cultures, les traditions et les coutumes et, en même temps, stimuler l'intérêt pour la diversité et ses qualités enrichissantes et pacifistes.

* Dans l'éducation informelle ou sociale : donner aux jeunes l'occasion d'évoluer dans un contexte interculturel, idéalement dès leur plus jeune âge, mais aussi plus tard, et encourager le respect et la compréhension de la différence.

* Par l'échange : dans le contexte asiatique où de nombreux fanatismes sont basés sur la religion, l'une des stratégies de changement possible consiste à multiplier les occasions d'échange interreligieux, en incitant, par exemple, les chefs religieux de différentes croyances à se rencontrer pendant une journée à l'occasion d'une fête importante.

* Par les médias : des médias indépendants et internationaux doivent être créés pour que les jeunes aient la possibilité de s'exprimer, d'échanger leurs expériences et leurs points de vue sur les questions qui les concernent. Une politique clairement définie visant à soutenir les initiatives des jeunes dans les médias est importante car elle leur permettrait de diffuser à toute la société des messages clairs sur leur propre responsabilité et leur volonté d'agir pour faire face aux problèmes sociaux qu'ils rencontrent. Ces initiatives médiatiques peuvent améliorer l'image d'une jeunesse que le stéréotype actuel définit comme frivole et intéressée avant tout par la mode et la consommation.

* Des espaces d'échange : l'organisation de réunions et de groupes de discussion autour des questions de société permettront aux jeunes de partager, d'apprendre ensemble et de commencer à vraiment s'écouter mutuellement.

* L'art : à travers l'expression artistique, nous pourrions inciter plus de jeunes à discuter et à dialoguer. Nous pensons en particulier au théâtre de rue et aux chansons à contenu social pour susciter une prise de conscience.

Ces exemples constituent des stratégies efficaces que les jeunes gens peuvent utiliser pour contribuer à stopper les forces motrices du fanatisme. Cependant,

pour un réel changement, il est nécessaire de lever les barrières de la méfiance qui règne à tous les niveaux de la société. Les jeunes ont besoin d'occasions de se rassembler et partager l'objectif commun de créer un avenir positif, durable et solidaire. C'est là toute l'importance de la foi et de la conviction qu'un avenir meilleur est possible et réalisable.

Pouvons-nous constituer une communauté de jeunes consciente des manipulations politiques et religieuses, qui prenne toute la mesure des défis et du besoin d'agir et qui choisisse délibérément de refuser le conflit et la violence pour travailler à un changement ?

Les jeunes et les conflits

Le conflit armé

Dans beaucoup de communautés, les gens doivent vivre en subissant les conséquences des terrains minés ou de la prolifération des armes de petit calibre, et à plus grande échelle, du commerce des armes. Ils sont confrontés aux effets psychologiques des conflits armés, qui perdurent souvent après l'arrêt du conflit.

Même après la fin de la Seconde guerre mondiale, les conflits armés continuent à détruire des familles, des pays et des régions à plusieurs niveaux : ils rongent les individus, leur santé physique et mentale, amenuisent les ressources, l'environnement, les métiers, le bien-être et l'espoir. S'ils ne les tuent pas directement, les conflits armés détruisent la vie des jeunes. Et si les jeunes peuvent en être les instigateurs, ils en sont surtout les victimes. Herbert Hoover disait : "Ce sont les hommes âgés qui déclarent la guerre. Mais ce sont les jeunes qui doivent se battre et mourir". Ainsi, on a pu entendre, au sujet du Rwanda : "Le Rwanda a été un symbole de tragédie humaine. Les jeunes ont été les principaux acteurs du Génocide qui a fait plus de 1 million de morts, mais ils n'en étaient pas les auteurs".

Au cours des dix dernières années, la nature de la guerre a changé. Désormais, ce sont les guerres civiles et nationales qui sont les plus fréquentes, et non plus des Etats qui opposent leurs armées régulières sur le champ de bataille. Aujourd'hui, la guerre se fait entre civils et au sein de la société civile. Par conséquent, le nombre de victimes parmi les femmes, les enfants, les personnes âgées et les non-combattants est maintenant 10 fois supérieur à celui des victimes militaires.

Selon une estimation, les conflits armés ont détruit 187 millions de vies durant le siècle dernier. Les guerres ont été menées pour satisfaire l'ambition de chefs politiques, le désir de nations expansionnistes d'augmenter leur "espace vital", de s'approprier des ressources, ou au nom d'idéologies politiques. Les guerres ont été menées se libérer des plus forts, mais aussi pour opprimer les faibles.

Le recrutement d'enfants soldats

Une des questions les plus souvent abordée à propos des conflits armés est celle de la participation et du recrutement d'enfants soldats. La Convention internationale sur les droits de l'enfant (3) affirme que les êtres humains de moins de 18 ans ne devraient pas être impliqués directement dans les conflits armés, sauf si la législation des Etats impliqués en juge autrement. On estime qu'actuellement, au moins 300 000 enfants de moins de 18 ans se battent et meurent dans 36 conflits armés dans plusieurs pays africains, asiatiques et dans certaines zones d'Europe et d'Amérique du Sud.

Il est important de faire la distinction entre ceux qui sont impliqués volontairement, en particulier ceux qui ont plus de 18 ans, et ceux qui sont recrutés de force. Beaucoup d'enfants sont forcés à devenir soldats ou à participer à un conflit armé. Le recrutement forcé passe par l'enlèvement, la contrainte et l'intimidation. D'autres jeunes choisissent de participer volontairement. Cependant, le terme "volontaire" peut être trompeur : souvent, les jeunes sont contraints à participer à un conflit armé à cause de la faim, de la pauvreté ou des faibles revenus de la famille, et dans certains cas à cause de la répression d'Etat. D'après la Coalition internationale contre les enfants soldats (4), "la seule raison majeure pour laquelle les enfants se portent volontaires auprès des groupes d'opposition armés est leur expérience personnelle de maltraitance par les forces armées gouvernementales".

Le conflit armé peut entraîner un cercle vicieux : quand les conflits persistent, les situations économiques se dégradent, réduisant ainsi les chances des jeunes d'étudier. Ce qui explique pourquoi les recrues sont de plus en plus jeunes. L'engagement volontaire des jeunes dans un conflit armé peut aussi être dû à des motifs religieux, idéologiques, sociaux, communautaires ou familiaux, ou encore à des pressions exercées par l'entourage et à un désir de vengeance.

Le fait d'être soldat a un effet différent sur la jeune personne selon le pays et l'armée pour lequel/laquelle il ou elle s'est engagé-e. Il a été rapporté que, dans certains conflits armés, des drogues sont fournies aux jeunes avant le combat afin d'attiser leur rage de vaincre.

De toutes façons, il est toujours difficile pour des jeunes qui ont été témoins et qui ont participé à un conflit armé de réintégrer leur communauté. Ils peuvent avoir du mal à ne plus considérer la violence comme légitime ou comme un moyen de résoudre les conflits. Ils ont souvent des difficultés à reconnaître le rôle que les jeunes ont joué dans le conflit et à se construire un environnement sain, propice à la dignité et au respect. Aider les anciens combattants à retrouver une vie "normale" – notamment en leur proposant d'accéder à l'éducation et l'emploi – est une tâche ardue.

Il est essentiel d'identifier les raisons pour lesquelles les jeunes sont devenus des soldats et de les prendre en compte dans les stratégies de réintégration.

Les armes à feu

L'utilisation abusive des armes légères entraîne des morts violentes, des blessures et des traumatismes psychologiques qui touchent des centaines de milliers de personnes chaque année. Ces victimes s'inscrivent dans le contexte

de conflits nationaux et régionaux (chacun avec sa propre dimension et son expression politique, économique, sociale, religieuse et ethnique) mais aussi à la suite d'abus pratiqués par la police, lors de répressions violentes des droits démocratiques et de la violation du droit à l'autodétermination. Par ailleurs, l'accès aisé aux armes à feu de petit calibre est directement lié à l'augmentation de la criminalité, de la violence familiale, des suicides et des accidents. Dans le contexte d'un conflit politique, les armes à feu alimentent la violence et l'insécurité, qui à leur tour engendrent la peur et l'instabilité et obligent des millions de personnes à se réfugier à l'étranger ou à se déplacer à l'intérieur leur pays. Une grande partie de ces tragédies humaines pourrait être évitée par un contrôle de l'accès aux armes légères – aux niveaux national et international –, dans le cadre plus large d'une série de mesures s'attaquant aux causes profondes des conflits.

Alors que les armes nucléaires et autres armes de destruction massive sont sujettes à traités internationaux pour prévenir leur prolifération, le commerce des armes légères est très largement ignoré par le droit international et en grande partie incontrôlé. Un ensemble de facteurs est à l'origine de l'actuelle prolifération de ces armes. Par exemple, après la dislocation de l'URSS, des armes bon marché fabriquées en ex-Union soviétique ont été mises en vente sur le marché international, car les anciens pays signataires du Pacte de Varsovie devaient se débarrasser de leurs armes pour se munir d'un armement compatible avec celui de l'OTAN. Par conséquent, les faibles prix et la disponibilité des armes ont permis à des groupes non gouvernementaux de se doter d'armes auxquelles ils n'avaient auparavant pas accès, augmentant ainsi la mortalité et l'intensité des guerres entre les différentes factions, les tribus et les groupes non gouvernementaux.

Pistes pour un changement

Le rôle des jeunes

Les jeunes se sont essentiellement impliqués dans trois domaines : la prévention des conflits, la résolution des conflits et la construction de la paix après les périodes de conflit. Les groupes cibles pour la prévention des conflits comprennent les membres de nos communautés, les législateurs, les hommes de loi tels que les magistrats, les juges et les jurés, les détenteurs de pouvoir dans nos pays, y compris les membres du gouvernement et d'autres partis politiques, et enfin les organisations mondiales puissantes telles que le FMI et la Banque mondiale. Le souci principal dans la résolution des conflits est d'éviter des approches basées sur des solutions de médiation qui ne pourront pas être mises en pratique et risquent d'être source de conflits ultérieurs. Idéalement, les approches mises en œuvre devraient prendre en considération les approches culturelles de la médiation de conflits dans la région et travailler avec des méthodes à la fois traditionnelles et modernes pour résoudre les conflits par des accords négociés. Dans le contexte de la construction de la paix à la fin d'un conflit, il est essentiel d'établir des rapports sains et solides avec les médias et d'encourager des pratiques journalistiques de qualité, basées sur l'indépendance et la liberté d'expression.

* Nous contribuerons à la prévention des conflits en diffusant l'information sur la production, la distribution, la circulation et les conséquences de l'utilisation

des armes légères et des mines anti-personnelles dans nos régions. Cette information n'est pas toujours facilement disponible et nous devons faire des recherches. Nous utiliserons cette information pour faire pression sur les gouvernements, les producteurs d'armes et les détenteurs de ces armes.

* Par ailleurs, nous ciblerons les personnes, dans nos pays respectifs mais également dans les régions et pays producteurs d'armes, qui ne sont pas informés du commerce des armes à feu et de leurs effets dévastateurs. Nous encouragerons les gens à mieux s'informer sur la Campagne internationale contre les mines antipersonnelles (5) et à participer à ses activités.

* Nous résoudrons les conflits en soutenant activement le rétablissement de méthodes traditionnelles de résolution des conflits. Nous dresserons une liste de principes à partir des pratiques les plus efficaces destinées aux agences d'aide internationales qui travaillent dans des situations d'urgence et de conflit. Nous agirons comme un groupe de pression auprès de ces organisations afin qu'elles adoptent ces principes. Nous jouerons un rôle actif dans la construction de la paix après un conflit de plusieurs façons.

* Nous nous sommes engagés à partager nos expériences, afin qu'elles soient utilisées comme ressource dans d'autres communautés, et à échanger des approches pratiques de l'éducation à la paix pour encourager la réconciliation.

* Nous travaillerons ensemble dans nos régions là où nous le pourrons. Par exemple, Le *National Students Council for Peace* (Conseil national des étudiants pour la paix) et le *Pastoralist Peace and Development Initiative* (Initiative pastorale pour la paix et le développement) au Kenya travailleront pour soutenir le Comité des jeunes pour la paix de Madagascar. Dans les Balkans, nous convoquerons un Parlement de jeunes pour poursuivre une action à la base avec des jeunes qui se sont déjà engagés dans la construction de la paix et le renforcement de la société civile. En Asie Centrale, nous créerons un réseau d'éducation pour la paix pour les orphelins et les jeunes sans travail.

* L'aide pratique et le soutien sont importants dans les communautés récemment impliquées dans un conflit ; aussi, certains parmi nous vont faire pression pour la création de centres d'aide post-traumatiques dans nos régions, qui seront dirigées par du personnel professionnel.

Quelques exemples d'engagements et d'actions de jeunes :

- faciliter le dialogue et l'organisation de séminaires sur des questions juridiques et relatives aux droits humains entre Géorgiens et jeunes Abkhaziens (Géorgie) ;

- travailler à la création d'un parlement provincial de jeunes dans une province du Kenya pour renforcer le pouvoir des jeunes d'un groupe minoritaire (Kenya) ;

- favoriser le soutien communautaire aux victimes de la torture et lutter contre le retour de l'esclavage des enfants (Nigeria) ;

- participer à la Journée d'action pour l'éducation, le 12 décembre, en faveur des enfants de la rue. Sera organisée une "heure des enfants" pendant laquelle les gens feront le don de la somme correspondant à une heure de leur

travail, et ces fonds permettront à un jeune travailleur de leur enseigner le calcul (Soudan) ;

- créer un guide de références et de ressources sur l'activisme chez les jeunes qui puisse être diffusé dans les écoles et les collèges (Bosnie) ;

- transmettre la notion d'*action* à ses camarades de classe, ses amis et aux membres du club des étudiants pour élever leur conscience sociale (Taiwan) ;

- créer une ONG pour les jeunes qui traite de leurs préoccupations majeures en vue d'une réconciliation et d'une justice sociale, de la construction de la paix et de la prévention (future) des conflits (Bosnie) ;

- poursuivre la campagne internationale "SOS Enfants Soldats" au niveau national (Madagascar) ;

- lancer une campagne de sensibilisation au Sida, car les jeunes impliqués dans un conflit armé représentent une population particulièrement à risque (Erythrée).

Instances de prévention des conflits et de construction de la paix

"Je travaille et continuerai à travailler pour faire comprendre à mes concitoyens que l'histoire qui veut qu'une 'décennie de guerre et d'insécurité dans la région des Balkans a détruit à jamais notre pays' n'est rien de plus qu'une histoire" (Tamara Trbojevic, déléguée de Bosnie-Herzégovine au Parlement international des jeunes).

"Les gens qui ont souscrit à l'idéologie de la haine et de la ségrégation n'ont pas changé du simple fait du changement de pouvoir... La meilleure chose que l'on puisse faire est de s'assurer que leur idéologie n'a pas été transmise et diffusée aux jeunes" (Frank Mukama Tanzi, délégué du Rwanda au Parlement international des jeunes).

La prévention des conflits et la construction de la paix se renforcent mutuellement. Les conditions de sortie d'une crise armée permettent de déterminer si un nouveau conflit risque ou non d'éclater à terme. On dit par exemple que c'est le Traité de Versailles à la fin de la Première guerre mondiale, par ses conditions écrasantes, qui a mené à la montée du fascisme en Allemagne, laquelle a abouti à la Seconde guerre Mondiale. Inversement, si la responsabilité de ceux qui ont perpétré les guerres n'est pas portée devant les tribunaux, des sentiments d'injustice très forts peuvent apparaître et aboutir à de nouveaux conflits.

La prévention des conflits se fait dans des contextes très variés : à la maison où l'enfant apprend la tolérance, à l'école où des conflits entre individus sont résolus non violemment et où l'on encourage les enfants à accepter et comprendre. Par exemple, Nabi Ragimov, le délégué d'Azerbaïdjan au Parlement international des jeunes, travaille avec des jeunes et des enfants au Centre humanitaire "Yuva" à Bakou, qu'il forme à la résolution de conflits interpersonnels. La prévention des conflits peut aussi se faire entre personnes en situation de crise et médiateurs, qu'ils soient insérés dans le conflit ou extérieurs, comme par exemple les négociateurs de l'OTAN et de l'Union européenne en ex-Yougoslavie ou les sénateurs nord-américains en Irlande du Nord.

Beaucoup d'efforts de construction de la paix sur le terrain se fondent sur l'interaction et le dialogue entre des personnes considérées comme différentes. Organiser des débats ouverts pour favoriser un échange de points de vues entre personnes d'origine ethnique et d'orientation politique différentes permet d'aboutir à des vues communes et des compromis. A titre d'exemple, le délégué d'Israël au Parlement international des jeunes, Barak Turovsky, travaille avec des groupes pour la paix et les droits humains au sein de l'Union nationale des étudiants d'Israël, pour encourager les échanges et des débats entre Palestiniens et Israéliens.

Le pivot central pour agir contre la prolifération des armes à feu est l'*International Action Network on Small Arms* (Réseau international d'action sur les armes légères) (6). Le *Center for International Security and Arms Control* (Centre pour la sécurité internationale et le contrôle des armes), basé à l'Université de Stamford, mène actuellement un projet de recherche intitulé "Conflit et Résolution des Conflits au sein et entre les États", et met également à disposition une liste de publications avec des résumés.

Le rôle des médias et de l'information

La participation de jeunes dans un conflit armé est souvent liée à leur (mé)compréhension des causes de ce conflit. En général, chacune des parties d'un conflit armé a tendance à présenter sa propre interprétation des événements ; le contrôle de l'information constitue souvent un aspect important de la stratégie dans le conflit lui-même.

L'accès aux technologies de l'information offre aux jeunes un moyen pour dénicher de l'information sur les conflits qui les entoure. Mais l'accès aux médias peut aussi constituer une arme puissante qui peut changer le cours d'un conflit armé, comme l'explique Signe Svensson, un délégué suédois au Parlement international des jeunes : "Aujourd'hui, les médias et la société jouent un rôle important dans les conflits. Certaines personnes soutiennent même que la plupart des batailles importantes n'ont pas lieu sur les champs de bataille mais chez les gens, à travers la télévision, les journaux ou Internet, et non pas avec des porte-avions et des bombardiers".

Goran Mitrovic, un délégué de Serbie au Parlement international des jeunes, décrit l'impact important que peut avoir l'accès aux moyens de diffusion de l'information, et comment les ONG peuvent changer le cours d'un conflit armé : "M. Ivan Novkovic (ancien Président du Parlement), qui travaillait à la télévision de Leskovac (une ville de 80 000 habitants), diffusait au milieu d'un match de basket un message préenregistré appelant à la démission des autorités locales et de l'Etat. Cela s'est passé le 1er juillet 1999 ; le 5 juillet, 20 000 personnes étaient dans les rues de Leskovac. Les protestations des citoyens ont duré 44 jours".

La participation des jeunes à un conflit armé est souvent liée aux informations qui leur sont fournies par un groupe idéologique, politique, ethnique, social, familial, religieux ou autre. Le manque de diversité des sources de l'information peut mener les jeunes à prendre les armes et à appuyer la violence du moment. Les technologies de l'information peuvent fournir un

moyen bon marché et efficace pour permettre aux jeunes d'accéder à d'autres informations.

En général, les jeunes ont peu de contrôle sur les armes et les instruments militaires. En revanche, avec les médias, ils peuvent se doter d'une arme puissante pour changer le cours d'un conflit. Plusieurs types d'actions sont possibles. Par exemple, monter un projet pour faciliter l'accès aux médias pour les jeunes. Cela peut prendre différentes formes allant de la station de radio, du journal, du bulletin d'informations, aux communiqués de presse, aux posters, aux autocollants, en passant par les téléphones mobiles fonctionnant à l'énergie solaire qui vont de village en village, et permettent aux communautés isolées de communiquer les unes avec les autres.

Par ailleurs, les jeunes peuvent jouer un rôle important en diffusant de l'information à laquelle d'autres personnes ne pourraient accéder sans leur intervention.

Indika Perera, déléguée au Parlement international des jeunes, travaille avec le *Sri Lanka National Peace Council* (Conseil National de la Paix du Sri Lanka), qui anime des ateliers de travail dans les zones défavorisées, en collaboration avec les leaders communautaires et les militants pour la paix. "Au-delà de ces ateliers", explique-t-il, "nous organisons des campagnes multimédia de grande envergure et à fort impact pour une éducation à la paix, en utilisant la télévision, la radio, les journaux, les posters. Tous ces procédés ont appuyé le processus de paix en allant à l'encontre de l'utilisation de la violence à des moments cruciaux. Nous avons aussi eu recours à des communiqués de presse et nous nous sommes servis directement du bulletin d'informations du NPC". Le manque d'information peut avoir des effets particulièrement destructeurs lorsqu'il touche directement les décideurs eux-mêmes. Comme le décrit Indika : "Beaucoup de jeunes politiciens qui ont participé à nos ateliers de travail abordent maintenant les conflits avec une autre vision". Le fait de s'assurer que l'information arrive bien aux jeunes décideurs et aux leaders d'opinion peut jouer un rôle essentiel dans la résolution des conflits. Amnesty International et Human Rights Watch peuvent fournir de l'information très fiable. On peut aussi organiser des séminaires destinés aux jeunes décideurs et leaders d'opinion en leur fournissant de l'information sur les causes et les effets des conflits, et sur les méthodes et techniques de résolution des conflits.

Un manque d'accès à l'information peut aussi entraîner des conséquences très graves durant le conflit armé lui-même. Le fait de ne pas savoir où se trouve sa famille peut affecter gravement la santé mentale et physique d'un jeune et menacer ses moyens de subsistance et sa propre vie. De même, manquer d'informations sur la situation économique et sur les effets d'un conflit armé peut rendre très aléatoire l'élaboration d'un budget et engendrer des situations à risques énormes pour les jeunes qui essaient de gagner leur vie. Car même les métiers les plus stables deviennent alors incertains.

Les moyens sont nombreux pour aider les jeunes à vaincre les effets d'un conflit armé. On peut s'appuyer sur la Croix Rouge et le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) pour essayer de localiser les membres d'une famille et retransmettre l'information. Ou encore organiser son propre programme d'aide aux familles en les aidant à retrouver les traces de tous leurs membres, ou réaliser un site Web pour permettre aux gens de suivre les différents

événements pendant le conflit armé, et fournir des liens vers d'autres sources d'informations.

Quelques pistes d'action possibles

Les stratégies qui suivent ont été rassemblées par les membres de l'équipe responsable de l'agenda du Parlement international des jeunes, à partir des idées présentées par les délégués dans leurs travaux écrits et dans d'autres recherches. Elles ne constituent que des suggestions, destinées à élargir et non pas limiter le champ des actions possibles.

- * Faire pression sur les gouvernements pour mettre fin au recrutement des enfants de moins de 18 ans dans les forces armées, et pour ratifier le Statut de Rome de la Cour criminelle internationale et la Convention 182 de l'Organisation internationale du travail (OIT-ILO) sur les mauvaises conditions de travail des enfants.

- * Organiser des ateliers et des programmes d'aide à la réintégration des enfants soldats dans leurs communautés.

- * Appuyer activement les campagnes internationales pour empêcher l'emploi des enfants soldats.

- * Mener des débats ouverts pour échanger des points de vue entre personnes d'origine ethnique et d'orientation politique différentes.

- * Participer et soutenir les campagnes du Réseau international d'action sur les armes légères.

- * Soutenir et faciliter l'accès aux services fournis par les organisations qui aident à localiser les membres d'une famille (telles que la Croix Rouge et le HCR) ; créer des services régionaux semblables en ouvrant un site Web.

Réflexions sur le rôle des jeunes en Irlande, en Palestine et en Israël

Irlande (Grainne Kelly)

"Je suis en fait convaincue qu'en se concentrant sur l'expression déjà bien connue 'pensez globalement et agissez localement', les jeunes pourront provoquer des changements dans leur propre communauté et leur société et, ce faisant, ils pourront influencer et même modifier des événements et problématiques au niveau mondial, alors qu'ils n'imaginent peut-être même pas en avoir les moyens. Notre rôle consiste à rappeler constamment aux gens qu'il faut réaliser de petits changements qui pourront ensuite se répercuter à plus grande échelle, et qu'ainsi nous encouragerons et soutiendrons les nouvelles générations qui se renouvellent sans cesse.

Les jeunes doivent aborder par eux-mêmes deux questions principales : que pouvons-nous faire pour renforcer notre position dans la société ? Que pouvons-nous faire pour améliorer la société dans son ensemble et garantir notre propre avenir et celui de nos enfants ? Le défi continu pour ceux et

celles d'entre nous qui travaillons dans des sociétés très divisées et conflictuelles consiste à inculquer aux jeunes le sens de leur propre estime et à les encourager à croire en leur capacité à provoquer des changements dans leur entourage et à atteindre d'autres communautés. Ainsi, ils pourront s'enrichir de la diversité de leurs échanges, plutôt que de se sentir menacés par de telles initiatives."

La jeunesse arabe (Nadem Nashef)

"Sur la scène internationale, le peuple arabe apparaît en général comme conservateur, religieux et affaibli, comme une grande partie des peuples du 'Tiers monde'. Dans ces sociétés, les jeunes doivent faire face à la mondialisation, qui représente un défi entre l'ancien et le nouveau ; entre la valeur du passé et les valeurs du présent ; entre la valeur que constitue la préservation de sa propre identité culturelle (par l'isolationnisme, en ne se mélangeant avec aucune autre culture) et l'assimilation totale. Or, à l'heure de l'Internet, du mélange des cultures et du 'village mondial', autrement dit, à l'heure de la mondialisation – qui est d'ailleurs fondamentalement occidentale, ou plus précisément américaine –, ce défi s'avère être difficile, et même très difficile à surmonter.

Une partie de la jeunesse arabe se protège par un isolationnisme culturel total, en particulier ceux et celles qui font partie de mouvements religieux, en s'entourant d'une culture arabo-islamique et en rejetant toute autre civilisation ou culture, qu'elle considère comme incompatible avec leur religion. A partir de là, on peut facilement imaginer comment, dans les cas extrêmes, on peut arriver à des actes de violence contre d'autres peuples.

Une autre partie de cette jeunesse cherche au contraire à être totalement assimilée dans la culture occidentale, et finalement elle fuit sa propre réalité et parfois même va jusqu'à renier ses racines et son identité culturelle, nationale et religieuse. Cette attitude s'explique par un problème inhérent à la société arabe (et à d'autres sociétés) : l'absence de pensée critique, qui nous permettrait pourtant d'accepter notre héritage, notre civilisation et notre identité tout en ayant une vision critique ; accepter ses bons côtés tout en étant critique sur ses côtés négatifs ; en même temps, avoir une vision critique de la culture mondiale, autrement dit de la culture occidentale.

Le rôle des ONG, la participation des jeunes et l'organisation de formations sont ici essentiels pour la l'établissement d'une pensée démocratique libérale, l'acceptation des autres et des différences – sans fermer la porte ou se retrancher dans l'isolationnisme culturel –, pour le respect des différences de l'autre, mais aussi des autres cultures et sociétés, et enfin pour le respect de la liberté de culte.

Il faut par ailleurs souligner que la culture mondiale est une culture occidentale et même spécifiquement américaine, qui s'impose et domine toutes les autres cultures, lesquelles ne peuvent alors plus trouver leur espace pour évoluer de façon autonome. En d'autres termes, la manière dont l'Occident, et en particulier les Etats-Unis, dirige et s'impose aujourd'hui sur le reste du monde, économiquement, politiquement, militairement, mais aussi culturellement,

comme une force mondiale, représente un danger dont nous devons prendre conscience.

La Jeunesse palestinienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza

Les jeunes Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ressemblent aux autres jeunes arabes ou du Tiers monde , à ceci près qu'ils sont confrontés à des problèmes bien spécifiques. Depuis 53 ans, les Palestiniens vivent plusieurs types d'occupation et d'oppression. Ils ont subi des transferts massifs de population et des massacres en 1948. Durant les 50 dernières années, ils n'ont pas eu le droit d'évoluer de façon autonome, aux plans culturel, économique et social. Le peuple palestinien – y compris les jeunes – est très touché par ce phénomène. Beaucoup de jeunes Palestiniens participent depuis leur plus jeune âge à des mouvements de libération nationale, et nombre d'entre eux ont été emprisonnés, torturés pendant des années et même tués.

La jeunesse palestinienne paye aujourd'hui le prix de la résistance de son peuple face à l'occupation israélienne sous toutes sortes, dont voici quelques exemples :

- le droit à la vie : depuis le début de l'Intifada, l'armée d'occupation a tué plus de 150 enfants de moins de 18 ans, et des milliers d'entre eux ont été blessés par balles ;
- le droit à l'éducation : du fait des barrages et des bombardements, beaucoup de jeunes n'ont plus accès aux écoles, collèges ou universités, et certaines institutions de formation ont même été fermées pour être utilisées comme bases militaires par l'armée d'occupation ;
- la liberté de mouvement : toutes les villes et les villages palestiniens ont été placés sous embargo et il est interdit de s'y rendre et d'y demeurer sans autorisation spéciale.

Ce sont donc les droits humains les plus fondamentaux qui sont bafoués par l'État d'Israël ; et dès lors que ces droits fondamentaux ne sont pas respectés, il est difficile de passer à autre chose.

Baladna – Association de la jeunesse arabe, s'efforce d'aider les jeunes Palestiniens à sortir de cette situation à travers les actions suivantes :

- une aide financière aux enfants et aux jeunes qui sont dans le besoin en récoltant des dons et en fournissant de l'aide matérielle ;
- un projet de fourniture de stylos et de cahiers pour les écoliers palestiniens dans le besoin ;
- des activités pour faire prendre conscience aux gens de l'oppression subie par les Palestiniens, telles que la réalisation par les enfants palestiniens de cartes de solidarité.

Il est important que les ONG, et notamment les ONG de jeunes, prennent position et trouvent leur place face aux événements mondiaux actuels. Les ONG devraient travailler solidairement avec ce peuple opprimé constitué de personnes qui vivent sous l'occupation et n'ont connu ni la liberté ni la démocratie.

La jeunesse palestinienne en Israël

Tout comme dans les territoires occupés, les jeunes Palestiniens d'Israël subissent aussi l'oppression et la discrimination raciale dans les administrations publiques et tous les domaines de la vie, bien qu'ils soient officiellement "citoyens". Par exemple, dans le domaine de l'éducation, quand l'Etat investit 10 shekels dans l'éducation pour un enfant juif, un enfant palestinien arabe reçoit moins de 1 shekel. L'État interdit à la minorité palestinienne d'évoquer l'histoire de son peuple, ses poètes ou sa littérature. En même temps, les services de sécurité nationale contrôlent l'éducation dans les écoles arabes.

Avec Baladna, nous essayons de donner accès aux jeunes à ce qui est interdit par l'État, de leur permettre de connaître l'histoire de leur peuple et les problèmes auxquels ils sont confrontés, et de débattre sur ces questions avec un esprit critique. Nous travaillons pour répondre aux besoins des jeunes à travers des réseaux non gouvernementaux.

Gouvernance

La gouvernance se réfère aux systèmes de valeur, aux institutions, aux entités sociales, aux règles et aux processus par lesquels les sociétés régulent, au niveau local et global, les activités humaines en leur sein, et leurs interactions avec d'autres sociétés et avec leur environnement, tout en assurant leur coexistence et leur interdépendance.

Les caractéristiques d'une nouvelle gouvernance

L'innovation et la promotion du changement social s'appuient souvent à la fois sur une rupture avec les systèmes – qui semblent aller de soi –, les comportements et les processus existants, et sur une modification de nos systèmes de représentations. Or cela correspond à un certain nombre de caractéristiques qui définissent les jeunes (7) par leurs points de vue et leurs actions. Ils adoptent ces attitudes de façon "spontanée" et "naturelle", alors qu'elles constituent une véritable rupture avec les générations précédentes et sont probablement des éléments clés pour un renouvellement de la gouvernance :

La prise de responsabilités

* Avoir conscience de la situation : les jeunes sont particulièrement conscients des nombreux défis auxquels ils sont confrontés, de la complexité et de la gravité des problèmes dans le monde présent et à venir. Ils ne sont pas satisfaits des systèmes actuels (politiques, économiques, sociaux) qui ont été tantôt inflexibles et tantôt néfastes pour les individus, pour les sociétés et pour la préservation de la planète.

* Changer le système : face à cette situation, il leur apparaît nécessaire de provoquer un changement radical dans notre système de valeurs et dans les processus par lesquels nous régulons les activités humaines et satisfaisons les besoins humains. Ils veulent innover, être créatifs et remodeler conjointement les relations entre les êtres humains et celles entre les humains et la nature. Ils sont conscients qu'à notre époque, il ne leur suffira pas d'hériter et de "maintenir" le monde tel qu'il est mais qu'il faudra agir pour provoquer des mutations majeures qui amélioreront la situation pour les générations futures.

* Prendre des responsabilités : les jeunes sont prêts à s'occuper du monde tel qu'il est et à prendre la responsabilité de le changer. Ils sont parfaitement conscients de leur responsabilité dans une telle démarche, et de la nécessité d'évaluer les effets de leurs actions non seulement sur leur société mais aussi sur le monde entier et la planète. Leur prise de responsabilité se fonde donc sur le respect des principes de précaution et de durabilité.

* Etre enthousiaste et capable : ils sont déterminés à changer le monde parce qu'ils ont espoir et confiance, et sont inspirés par leurs rêves et leurs visions d'un avenir meilleur. Par leurs actions et leurs engagements, ils ont déjà commencé à prouver qu'ils ont l'énergie, l'enthousiasme et les capacités nécessaires pour changer les choses. Vu l'étendue et la complexité de ce qu'ils doivent accomplir, ils restent néanmoins conscients des difficultés qui les attendent et du temps que cela prendra. Ils ont confiance et sont heureux de recevoir un soutien et des conseils, en particulier des générations anciennes.

Les valeurs

La responsabilité ressentie et assumée par les jeunes se base sur un certain nombre de valeurs clés, qu'ils affirment et promulguent à tous les niveaux.

* L'affirmation et la promulgation de valeurs : parce qu'ils ressentent fortement qu'une partie du changement à accomplir concerne les systèmes de valeurs, parce qu'ils recherchent du sens pour eux-mêmes et pour leurs communautés, les jeunes "reconsidèrent" et examinent avec soin ces valeurs et ce qu'elles apportent. Ils se sentent le droit de réexaminer et de vérifier pour eux-mêmes ce que représentent des valeurs clés. Une des questions auxquelles ils attachent une importance particulière est la place donnée à l'argent et les effets du consumérisme sur la planète dans son ensemble. En outre, par cette démarche, ils fondent explicitement et avec force leurs actions et leurs visions pour un changement sur une base éthique.

* De la transformation de soi au changement du monde : pour les jeunes, il faut d'abord affirmer et promulguer des valeurs dans sa vie personnelle et professionnelle avant de pouvoir changer sa relation avec les autres et avec la société dans son ensemble. Il y a un lien très étroit entre la transformation de soi et la transformation de la société : qu'il s'agisse du recyclage des déchets, du partage des connaissances ou de la tolérance, les comportements et les actions individuels ont un impact sur les comportements et actions collectifs et peuvent ainsi contribuer à un changement social plus large.

* Parmi les valeurs clés qu'ils affirment, notons : l'humanité (à la fois le sentiment d'appartenir à la communauté humaine et celui de fraternité et de chaleur), la responsabilité, la solidarité, l'ouverture d'esprit et la tolérance, la justice, l'espoir et la confiance, l'enthousiasme et l'énergie, le partage d'expériences et la co-opération, l'intégration, l'apprentissage mutuel et le respect, la sensibilité, la créativité.

Pour une nouvelle citoyenneté

En assumant leurs responsabilités et en promulguant leurs valeurs, les jeunes redéfinissent la notion de citoyenneté. Celle-ci se veut désormais être ouverte, participative, responsable, consciente, engagée à plusieurs niveaux (local, national, régional, mondial), non-exclusive et solidaire.

* Une citoyenneté ouverte : la jeunesse citoyenne est particulièrement ouverte et multiforme. Beaucoup de jeunes sont des citoyens multiculturels car ils connaissent ou sont le produit de plusieurs cultures. Mais au-delà de cela, les jeunes montrent qu'ils sont capables d'assimiler plusieurs identités et divers rôles sociaux, d'utiliser plusieurs langages (linguistiques ou sociaux) et de se

sentir à l'aise et familiers avec cette diversité. Ils ont ainsi commencé à faire face et à résoudre pour et par eux-mêmes la tension entre unité et diversité à laquelle sont confrontées nos sociétés.

* Une citoyenneté participative : en entreprenant de changer les choses autour d'eux, principalement à travers leurs actions sociales et culturelles, les jeunes ont réaffirmé l'importance de la participation individuelle et collective à la vie de la cité, pour définir les problématiques, élaborer et mettre en place des actions, et en contrôler puis en évaluer leurs effets. La participation consiste à encourager les gens à exprimer leurs propres questions et préoccupations et à envisager les solutions possibles ; il s'agit de relier les besoins, visions et désirs individuels avec la vie, les projets et le bien collectifs. En prenant des responsabilités, en étant actifs et participatifs, les jeunes se réapproprient la politique, au-delà des formes représentatives de la démocratie.

* Une citoyenneté consciente et informée : dans leur vie et à travers leurs actions, les jeunes conçoivent l'apprentissage comme un processus courant sur toute une vie, qui permet d'enrichir ses connaissances et de mieux prendre conscience des choses. Partant de leurs propres compétences, ils s'attellent à les enrichir et à les renforcer en considérant non seulement l'éducation formelle, mais aussi les compétences, les valeurs, la compréhension des sociétés dans lesquelles ils vivent, etc. L'apprentissage se définit surtout par l'échange, qui est un processus collectif et mutuel (pour un renforcement de soi et des autres). De fait, pour agir pleinement en tant que citoyen participatif et responsable, il faut avant tout enrichir ses connaissances et sa conscience.

* Une citoyenneté engagée à plusieurs niveaux : beaucoup de jeunes vivent leur citoyenneté non seulement en tant qu'individus appartenant à la communauté nationale, mais aussi à leur communauté locale, à leur région, à leur continent, et à l'humanité tout entière. Même si, à travers la mondialisation, les niveaux supranationaux sont beaucoup plus immédiats et présents qu'ils ne l'étaient pour leurs anciens, beaucoup de jeunes ressentent aussi fortement leur appartenance à une communauté locale, à un quartier, une ville, un département, une région, à un groupe qui représente le repère quotidien de leur vie et de leurs actions.

* Une citoyenneté non-exclusive : peut-être parce qu'elle est à la fois multiforme et ouverte, leur propre expérience de citoyens est aussi empreinte de tolérance et d'esprit de solidarité. À travers leurs actions, les jeunes œuvrent pour une pratique de la gouvernance qui partage plutôt qu'elle n'exclut, qui incite à la participation et à la reconnaissance de la diversité des cultures, mais aussi des groupes sociaux. Par ailleurs, ils sont particulièrement préoccupés par les groupes marginalisés, isolés et soumis à la discrimination, autrement dit les femmes, les minorités ethniques ou religieuses, les peuples indigènes ... et parfois même les jeunes eux-mêmes !

* Pour la construction de communautés plurielles : les jeunes mettent en avant leur appartenance à une communauté – qu'elle soit virtuelle ou locale – comme source de soutien, de partage, d'apprentissage, d'humanité, d'espoir et de changement. L'un de leurs objectifs est de renforcer les liens sociaux, en particulier au niveau local. Par leur expérience de citoyens, ils contribuent à remodeler les sociétés humaines, en les redéfinissant non pas autour d'une

identité spécifique mais en les dotant de valeurs communes et d'un projet partagé.

Les moyens et la pratique de la gouvernance

* Du local au global : face à l'étendue et à la complexité des défis, les jeunes se sentent plus à l'aise et plus efficaces en agissant à petite échelle, localement, au quotidien, par des actions concertées et spécifiques dans leur entourage proche. En même temps, ils s'efforcent de garder à l'esprit les conséquences de leurs actions (négatives et positives) au niveau global et c'est là une source supplémentaire d'espoir et de confiance dans leurs efforts pour construire un monde meilleur. De plus, ils échangent entre eux à plus grande échelle (au niveau national et international) à travers des réseaux et des communautés virtuelles qui représentent à la fois une source d'information et d'apprentissage, un moyen de pression sur les décideurs et de sensibiliser l'opinion publique, une source de soutien moral et matériel, etc. Cela leur permet également de déterminer, pour chaque niveau d'action, de quelles ressources et interactions ils auront besoin pour agir.

* Construire des liens et des articulations : à travers leurs actions, les jeunes montrent sans cesse à quel point ce qu'ils sont et ce qu'ils font se fonde sur la "reliance", c'est à dire la construction de liens entre des idées, des personnes, des connaissances et des expériences, des sentiments et des valeurs. Ils agissent comme intermédiaires, ou même comme tisseurs de liens pour jouer le rôle de médiateurs et inciter les gens à se regrouper, à créer des relations entre les problématiques et à se constituer en tant que réseau, alliance, autrement dit en force collective :

- entre les gens, ils touchent, mobilisent et réunissent des acteurs très divers autour de projets. Les jeunes activistes sociaux sont conscients de la nécessité de travailler avec les ONG, les services administratifs, les autorités locales, les chefs religieux et leaders communautaires, les représentants d'entreprises, etc., et ils prouvent qu'ils en sont capables. Ils attachent en outre beaucoup d'importance au fait d'écouter et de stimuler à la participation des groupes les plus marginalisés de la société ;

- entre les problématiques, ils adoptent une approche intégrée pour s'attaquer aux défis et prendre en considération les liens existants entre les questions soulevées. Ils adoptent une approche systémique des sociétés qu'ils perçoivent comme un ensemble de relations complexes entre des problématiques, entre des sociétés et enfin entre ces sociétés et la nature.

* Agir à partir de représentations : dans leurs actions sociales, les jeunes ont généralement conscience que pour encourager au changement, il faut faire le lien entre les actions "concrètes" et les représentations que l'on s'en fait (exprimées dans les médias, le système éducatif, l'opinion publique, les milieux artistique et culturel), et que le changement des valeurs et des représentations est un corollaire nécessaire et même une condition préalable du changement. De fait, leurs actions intègrent souvent une dimension éducative, des éléments pour une meilleure prise de conscience, etc.

* Etre conscient du rôle des jeunes : les jeunes doivent à la fois concevoir les moyens et mettre en pratique leur volonté. Les jeunes doivent impérativement prendre part aux responsabilités et les assumer, non seulement parce qu'ils en seront plus tard les bénéficiaires et les représentants, mais aussi parce que

beaucoup parmi eux ont déjà un rôle décisif à jouer dans leurs propres communautés. En prenant leurs responsabilités, les jeunes sauront quels comportements et quelles qualités un responsable du XXI^e siècle doit avoir, par exemple la sensibilité, la responsabilité vis-à-vis de la société et de l'environnement, une attitude positive pour le changement, un esprit et un comportement entrepreneurs et, surtout, la recherche de justice, de paix, d'amour et de bonheur. Aussi, lorsqu'ils seront plus âgés, les jeunes d'aujourd'hui ne devront pas oublier d'écouter les jeunes de demain, ce qui constituera une nouveauté par rapport à ce que la majorité des responsables font aujourd'hui. Enfin, un des aspects clés de la participation des jeunes au changement social est qu'ils sont intéressés et se sont engagés non seulement à s'attaquer aux enjeux qui les concernent, mais également aux défis majeurs de nos sociétés, du niveau local au niveau global.

Le rôle du secteur associatif

Les milieux politiques et économiques offrent peu d'espaces aux jeunes pour leur permettre d'agir et de jouer un rôle concret. C'est le secteur associatif – autrement dit la société civile organisée et les organisations non gouvernementales à but non lucratif – qui est devenu un espace de plus en plus important pour eux leur permettant d'agir, de se renforcer, d'évoluer, de promouvoir leurs idéaux et leurs valeurs, de développer des projets et de résoudre des problèmes sociaux, culturels et environnementaux. Ce secteur joue en outre un rôle essentiel car il contribue au dialogue entre les différents milieux et sert de plate-forme de discussion pour les différents acteurs, permettant ainsi les débats politiques, la recherche, la formation, l'éducation et les liens avec des réseaux internationaux.

* L'importance des réseaux : partout dans le monde, les jeunes trouvent dans le milieu associatif des espaces pour mettre en application leurs valeurs et leurs idéaux en fonction des enjeux qu'ils rencontrent au niveau local et global. Malheureusement, il n'existe actuellement pas de lieu où l'on puisse partager les expériences vécues dans les différentes régions du monde. Pour cela, les réseaux entre jeunes du monde entier se multiplient, en particulier grâce à Internet, depuis les années 90. Mais du fait de la diversité des problèmes sociaux et économiques dans le monde et de la "fracture numérique", cette démarche naturelle de mise en réseau est beaucoup plus intense entre les jeunes des pays "développés" du Nord qu'entre les jeunes du Sud. Ce processus doit encore être amélioré et étendu, via Internet ou par des réunions, afin de rassembler les jeunes du monde entier, pour apprendre, partager, se renforcer et tracer les voies de l'avenir.

* L'importance des compétences professionnelles et de la méthodologie : même si les jeunes peuvent trouver aujourd'hui plus d'espaces dans le milieu associatif pour mettre en pratique leurs idées et leurs idéaux, il est clair qu'ils ont encore très nettement besoin d'études et de formations plus approfondies pour agir de manière professionnelle. Les universités et les centres de formation doivent prendre ceci en considération et commencer à créer des cours et des formations pour préparer les jeunes militants à travailler dans le secteur associatif avec un bon niveau de compétences et des méthodologies efficaces. Encore une fois, il est aujourd'hui plus facile de trouver des cours et des programmes de formation au Nord qu'au Sud, ce qui représente en soi un

autre défi pour les jeunes. Toutefois, il y a un point positif : même en l'absence d'une structure académique très développée, à l'heure actuelle, des jeunes militants, professionnels ou bénévoles, aident le secteur associatif à se professionnaliser et à se structurer dans les pays du Sud.

* Pour une action sur l'ordre établi : la société civile organisée, au-delà du clivage public/privé, est au service du bien et des enjeux publics sans subir les limites du système politique ni appartenir à aucune entité privée. Elle permet également de relier des acteurs et des enjeux qui appartiennent traditionnellement aux domaines publics et privés. C'est de cette manière que la société civile organisée peut aider à la réalisation des programmes locaux et mondiaux, en proposant d'y intégrer un grand nombre de questions, en façonnant les politiques en disposant d'acteurs divers qui participent à la conception de la politique, sa mise en œuvre, son contrôle et sa surveillance.

* Pour faire évoluer les méthodes habituelles : le secteur associatif dans son ensemble n'est limité par aucune frontière géographique ou mentale, il peut être présent et agir partout, au niveau local ou global, sur tout type de questions, en fonction de ses souhaits ou de ses besoins. C'est exactement cette approche qu'il propose aux jeunes, en laissant de côté des concepts standards utilisés par le secteur gouvernemental et qui n'ont plus aucun sens, comme par exemple ceux d'"étrangers", de "frontière", de "visa", de "droits différents pour des nationalités différentes", de "religion" (pris dans un sens différent de celui de croyance et de foi, qui sont très importantes et positives pour les cultures et le développement locaux et mondiaux), etc. Les jeunes qui agissent dans le secteur associatif ont là une réelle opportunité de penser et d'agir sur l'ordre établi et sur la manière standardisée de faire les choses. Aussi, il sera peut-être possible à l'avenir et pour les générations futures de considérer la personne comme un être humain et non plus comme un-e Français-e, un-e Brésilien-ne, un-e Chinois-e, un-e Australien-ne (dans le sens de "nationalité", et non pas par rapport à leur propre culture et ses caractéristiques) ; non plus que comme un-e Catholique, un-e Musulman-e, un-e Juif/ve (dans le sens de "religion", et non pas dans celui de culture et de croyances) ; ni non plus comme un-e communiste, un-e capitaliste, de droite, de gauche (dans le sens où il faut être ouvert aux façons de penser et de comprendre des autres, et non pas dans le sens de l'approche politique, qui reste très importante à comprendre et à avoir).

* Création d'une structure officielle du Parlement des jeunes : une fois admis le fait que les jeunes doivent participer à la formulation et à l'application de leur volonté, il faut alors encourager leur participation et la reconnaître, à travers la constitution d'un espace concret dans lequel les représentants des jeunes pourraient se rassembler et formuler des politiques et des projets qui ne soient pas seulement en faveur des jeunes, mais aussi du monde entier, au niveau global mais également à tous les niveaux intermédiaires.

La réforme des Nations unies

Dans le cadre de la gouvernance mondiale, il est aujourd'hui urgent de réformer les outils et les instances pour les politiques mondiales, à commencer par les Nations unies, la plus importante car elle joue un grand rôle dans le contexte mondial. C'est en ce sens que l'ONU doit être réformée pour en faire

une instance qui soit réellement à même de réguler la communauté mondiale, en respectant clairement les principes tels que la justice sociale, la paix dans les relations internationales, la représentativité de toute la population mondiale, la régulation des marchés économiques et la durabilité. Voici quelques pistes pour une telle réforme :

- modifier la méthode de représentation des pays au sein de l'ONU en combinant les facteurs démographiques et géo-culturels et en constituant des blocs régionaux de poids démographique semblable comme base pour l'attribution des sièges ;
- les êtres humains pourraient aussi être représentés à l'ONU, et non pas seulement les pays, au sens où ces personnes ne représenteraient pas des intérêts nationaux, mais l'intérêt de l'humanité entière. Ces représentants pourraient être choisis par une élection mondiale directe et générale.
- créer un Conseil économique et social qui régule vraiment les systèmes économiques en fonction des besoins humains, qui fasse contrepoids au FMI, à la Banque Mondiale et à l'OMC, et qui encourage des politiques de redistribution ;
- créer un Conseil des jeunes pour discuter de leurs visions et de leurs besoins, en ouvrant un espace les rapprochant et leur permettant d'agir dans les milieux politiques et économiques ;
- donner à l'ONU la capacité de proposer des lois sur des questions internationales ;
- renforcer les processus de résolution des conflits au sein de l'ONU (sur une base régionale).

Compétences et modes de vie

Les jeunes doivent agir de façon soutenue et urgente pour la protection des ressources non renouvelables de la planète, en se basant sur des sources d'information fiables, afin de mettre en garde contre la dégradation de l'environnement mondial.

Nous avons extrêmement appauvri nos écosystèmes par la destruction des forêts, l'érosion des sols, l'assèchement des nappes phréatiques, la dévastation de la pêche, l'augmentation des températures, la disparition progressive des récifs de corail, la fonte des glaciers et la disparition d'espèces animales et végétales, pour ne citer que quelques exemples.

Dans le contexte asiatique, les exemples concrets sont nombreux. Ainsi, l'érosion des sols touche une grande partie du Kazakhstan, qui a perdu 50% de ses terres cultivables depuis 1980. Ou encore, aux Philippines, la déforestation a pris des proportions telles que l'industrie exportatrice basée sur les produits forestiers a disparu, en même temps que les ressources qu'elle représentait pour la population. Le record de température des eaux maritimes de surface des deux dernières années met en danger 70% du corail de l'Océan indien est un autre exemple. Sans parler du manque d'eau croissant en Inde et en Chine. De plus, l'augmentation de la population de ces pays, qui sont dans des situations de pollution environnementale extrême, atteint aujourd'hui des niveaux critiques. En Inde, la population a triplé depuis 1950 et la demande en eau a grimpé à un niveau tel qu'il faudrait le double des réserves en eau naturelle du pays pour l'assurer.

La crise de l'environnement est inextricablement liée à celle des modes de vie, qui apparaît clairement dans la culture du consumérisme, du matérialisme et du gaspillage. Cette culture caractérise surtout les pays les plus riches et commence maintenant à s'étendre partout dans le monde. Qui parmi les jeunes d'Asie et d'ailleurs n'est pas confronté à cette crise des modes de vie ? Des modes de vie profondément non durables et consuméristes sont encouragés, particulièrement par les médias. Très souvent, les jeunes, qui sont les plus touchés par les effets dévastateurs de ces changements écologiques, n'ont pas conscience que ces modes de vie ne sont pas soutenables et qu'ils mettent directement en danger la vie même sur la Terre. Par ailleurs, dans d'autres cas, il apparaît que les idées et les opinions des jeunes sont souvent négligées ou contournées, et que ces derniers ne sont pas représentés en nombre suffisant dans les processus de prise de décision.

Les jeunes ne réfléchissent pas assez sur leur compétences de vie ni autour d'un modèle rationnel de développement. Mais qu'est-ce qui empêche réellement les jeunes d'acquérir des compétences de vie soutenables ?

Le système éducatif, la faiblesse de l'enseignement qu'il propose et les méthodes archaïques qu'il utilise, basées sur l'apprentissage machinal, ne nous

permettent pas de développer les capacités critiques et les transforment en récepteurs passifs d'une supposée sagesse.

Certains se sont questionnés sur le sens actuel du mot "réussite" et sur ses paramètres. La recherche de la dite "réussite" incite les gens à accepter sans réfléchir le paradigme de développement dominant et à adopter des modes de vie non durables. Elle est à l'origine d'une nouvelle forme de modernité. Dans ce contexte, la sagesse et la pensée traditionnelles autour de pratiques durables ont systématiquement été mises à l'écart.

Pistes de stratégies pour un changement

* Diffuser des campagnes d'information, à tous les niveaux, et en premier lieu dans les écoles et les collèges, qui doivent constituer les cibles principales. Les méthodes utilisées incluraient des discussions de groupe, la constitution de clubs de préservation de la faune et de la flore, des camps de sensibilisation à l'environnement, des débats, des films autour de modes de vie durables et de pratiques traditionnelles sur l'environnement, et enfin des campagnes médiatiques.

* Travailler pour un système éducatif qui incite à la pensée critique, contrecarrant ainsi le système lourd des écoles et des collèges, basé sur les examens. Il faut mettre l'accent sur la construction de la pensée des jeunes pour leur permettre de devenir des agents du changement. Adopter des méthodes d'apprentissage différentes pour les jeunes en encourageant par exemple l'éducation à l'extérieur des écoles.

* Les modes de vie durables doivent d'abord être adoptés par les individus eux-mêmes. Ils faut tâcher par exemple de ne pas gaspiller l'eau ni l'électricité, d'adopter un mode de vie basé sur l'économie d'énergie et d'étendre ce mode de vie dans le milieu du travail.

* Inciter les médias et l'industrie de l'imprimerie à utiliser du papier recyclé pour leurs publications.

* Animer des ateliers de travail créatifs pour les éducateurs, en proposant des utilisations innovantes de différents matériaux, par exemple les feuilles d'arbres comme papier cadeau. Proposer des actions amusantes en faveur de la préservation des ressources naturelles, un défi essentiel pour les générations futures.

* Populariser des systèmes de gestion durable de l'énergie et de l'eau et les cultures organiques aux niveaux individuel, communautaire et national.

* Résister aux pratiques agricoles modernes non durables encourageant les monocultures, et préserver la biodiversité naturelle de la faune et la flore.

* Faire des recherches, mettre en question et faire du lobbying auprès du gouvernement et d'autres instances nationales et internationales, en faveur du respect et d'une application plus stricte de toutes les lois nationales, les conventions et les protocoles internationaux, afin de promouvoir l'adoption de pratiques environnementales durables.

* Les compétences de vie doivent être encouragées aux niveaux individuel et communautaire. Elles sont liées aux capacités de prendre des décisions, de penser de façon créative, de communiquer avec les autres individus et avec toute la société.

Notes

(1) Cf. <http://www1.umn.edu/humanrts/instree/declrfre.htm>

(2) Cf. <http://www.haguepeace.org/index.php?name=education>

(3) Cf. <http://www.unicef.org/french/crc/crc.htm>

(4) Cf. <http://www.enfant-soldat.be>

(5) Cf. <http://www.icbl.org>

(6) Cf. <http://www.iansa.org>

(7) Nous ne prétendons pas ici parler au nom des "jeunes du monde entier" mais tenterons plutôt de refléter les points de vue et les expériences des nombreux jeunes de différentes régions du monde qui ont participé étroitement aux activités et aux réflexions du Chantier jeunes. C'est à ce groupe auquel nous nous référons ci-après lorsque nous évoquons "les jeunes".

Crédits et remerciements

*** Coordonné par Nacéra Aknak Kahn**

*** Rédacteurs des différentes parties**

- "Culture et art" par Ethan Gelber (Etats-Unis) et Fabrice Coppin (France). La partie
- "Lutte contre la pauvreté et le VIH/sida" par Jane Higgins (Australie), Razaan Bailey (Afrique du Sud) et Sterling Lambert (Canada)
- "Education" par Sarfaraz Khan (Inde) et Tijana Zivanovic (Yougoslavie)
- "Les jeunes et la résolution des conflits, par Biplove Choudhary (Inde)
- "Gouvernance" par Véronique Rioufol (France), Rui Mesquita (Brésil) et Grainne Kelly (Irlande du Nord)
- "Compétences et modes de vie" par Biplove Choudhary (Inde)

*** La réalisation de ce cahier de proposition n'aurait été possible sans la participation active de l'équipe internationale du Chantier jeunes**

Brett Solommon, Australie
Dieudonné N'Koum, Cameroun
Eduardo Rombauer, Brésil
Ethan Gelber, USA
Fabrice Coppin, France
Grainne Kelly, Irlande du Nord
Gustave Assah, Bénin
Jane Higgins, Australie
Jean Bernadd Addor, Suisse
Marie Claude Bélanger, Canada
Michale Owiso, Kenya
Rajendra Mulmi, Népal
Sarfaraz Khan, Inde
Soraia Mello, Brésil
Sterling Lambert, Canada
Tijana Zivanovic, Yougoslavie

*** Quelques réseaux et groupes ayant contribué à l'élaboration du présent document**

- * Asian Youth Network ("Réseau des jeunes asiatiques") : (Sarfaraz Khan et Biplove Choudhary)
- * SOFCAR, Society for Conflict Resolution ("Société pour la résolution des conflits") – Biplove Choudhary
- * International Youth Parliament 2000 ("Parlement international des jeunes 2000") – Brett Solomon et Jane Higgins
- * Rencontre internationale sur l'éducation, novembre 1998 – Nacéra Aknak Kahn

- * Equipe de BikeAbout – Ethan Gelber
- * Réseau DIA – Fabrice Coppin et Fatma Cossadia
- * AEIFORIA, ONG Internationale qui travaille pour la promotion de l'éducation pour participer à la construction d'un monde durable – David Diaz Pardo de Vera
- * Eco-Friends Inde – Rakesh Jaiswal

*** Liste des participants du Chantier jeunes qui ont participé à l'élaboration de ce document**

Bitemo	Franck	Congo (Brazaville)	S/c Forum des jeunes entreprises du Congo BP 13700 Brazaville République du Congo franckbitemo@yahoo.fr , franckbitemo@free.fr
Horn	Natasha	Grande Bretagne	58 St Pauls RD, Islington, London, N1 2QW United Kingdom tashahorn69@hotmail.com
Mulmi	Rajendra	Népal	GPO 8973, NPC 430, New Baneshwor Kathmandu, Nepal Tel : +977 1 429.051 Tel : +977 1 489.119 (pers) Fax : +977 1 434.645 rmulmi@infoclub.com.np
Rombauer	Eduardo	Brésil	Rua Antonio Jose da Silva, 106 Jd Europe, Sao Paulo SP CEP 01450-060 Brazil Tel : +55 11 210.2960 Tel/Fax : +55 11 870.2153 durombauer@uol.com.br
Bailey	Razaan	Afrique du Sud	39 Castletown Road, Wynberg 7800, Cape Town, South Africa. taming@mweb.co.za
Coppin	Fabrice	France	3, rue Ste Elisabeth Marseille 13002 France Tel : +33 6 81 05 46 90 (Res) Tel : +33 4 91 90 78 00 (Off) Fax : +33 4.91.90.85.38 fabdemars@hotmail.com
Kelly	Grainne	Irlande du Nord	Santa Maria, Latlurcan Monaghan, Co. Monaghan Republic of Ireland Tel : +33 47 83481 gra_kelly@hotmail.com
Lambert	Sterling	Canada	6535, rue de la Roche Montréal (Québec) - Canada H2S 2E2 Tel : +1 514 270.2883 lamwebb@cam.org
Nashef	Nadem	Palestine	Association for Arab Youth –Baladna Tel : 972-4-8523035 Fax : 972-4-8523427 Tel port : 972-50-647670 P.O.BOX 99604 Haifa 31996 Israel baladna@zahav.net.il www.baladna.4t.com nadem1@netvision.net.il
Assah	Gustave	Benin	03 BP 2097 Jericho Cotonou – Benin

Ahmed K	Sarfaraz	Inde	youthafric@ifrance.com 59, rue Saint Blaise 75020 Paris France Tel : +33699599412 sarfaraz@ndb.vsnl.net.in
Gelber	Ethan	Etats-Unis	215 West 98th Street, 7D New York, NY 10025 – USA Tel/Fax : +1 212.866.9306 hub@bikeabout.org
Bernal	Marina	Mexique	Ignacio Esteva 30 bis Colonia San. Miguel Chapultepec Mexico City Tel : (525)515-3202 Fax : (525)5150399 marina2000mexico@yahoo.com
Mercado	Toni Ann	Philippines	Young People Against the Commercial Sexual Exploitation of Children. (YP- ACSEC) c/o ECPAT Philippines 123 V.Luna Road Ext. Sikatuna Village Diliman, Quezon City. Philippines. tonidcute@hotmail.com
Zivanovic	Tijana	Yugoslavie	49, Avenue Jean Jaurès 75019 Paris – France Tel : +33 6 20 41 71 57 tijana_z@yahoo.com
Babayeva	Elnara	Azerbaïdjan	Altay Mammedov Str. 6/6 Azerbaijan Tel : (99412)725111 Fax : 99412)926269 ellanrg@usa.net ayka-ngo@box.az
Mosneaga	Silvia	Moldavie	9, Traian Av. apt 34, MD-2060, Moldova Tel : 3732-761596, 3739137039 gorgona@mail.md
Henry Bagho	Stella Matutina	Soudan	STR 35 Sudan Council of Churches, Khatouvu, Box 469, SUDAN Tel : +249 11 472 544 stellatina@usa.net
Huang	Sheng	China	Peking Univ Education Foundation, Peking University Beijing, China 100871 Fax : 86 10 6275 5998 Tel : 8610 6275 4013 Tel : 8610 6275 1888 ch@pku.edu.cn johny@pkuef.org
Seki	Sarika	Japon	Sarika Seki Hussey c/o UNESCO Vietnam 23 Cao Ba Quat Hanoi – Vietnam Fax : 84 4 747 0274 Tel : 84 4 747 0275/6 sarichan@hotmail.com
Choudhary	Biplove	Inde	4337 Sector B Pocket 5 & 6 Vasant Kunj New Delhi 110070 India Tel/fax : +91 11 689 19 82 biplove@sofcar.org
Rambello	Nicole	Madagascar	Lot MB 200 Mahabo Andoharanofotsy 102 Antananarivo Madagascar Tél : +261 31 32 200 57 sem@dts.mg (préciser à l'attention de

Higgins	Jane	Australie	Nicole Rambelo) International Youth Parliament 2000 Community Aid Abroad - Oxfam Australia PO Box 1000, Sydney NSW 1043 Australia Tel : +61 2 8204 3900 Fax : +61 2 9280 3436 jane@sydney.caa.org.au
Martawardaya	Berly	Indonésie	Kenari Raya No 8 Bintaro Jata Ciputat 15412 Jakarta, Indonesia berly@yifan.net
Mesquita	Rui	Brésil	Rua Gaspar Perez, 311, Bloco E, Apt 103 Postal Code: 50.670-350 Recife, PE-Brazil Tel : +558132217151 Fax : +558132216911 ruifo@uol.com.br
Hongbo	Pan	Chine	Gemma2010@xina.com27. Xuan Linh LeLinhVietnamF314 108 Hospital's Living quarter- 39 Tran Khanh du str. 10000 Hanoi Vietnam gerimania2000@yahoo.co.uk daviddp@jazzartistas.com
Diaz Pardo de Vera	David	Espagne	
Pelayo	German	Espagne	german.pelayo@free.fr
Cossadia	Fatma	France	f.cosadia@dia-europe.org
Rioufol	Véronique	France	7, rue Edgar Poe 75019 Paris Tel : 0142386775 ou 06 88 23 90 53 vero@alliance21.org
Chalal	Mira	Algérie	area@wissal.dz
Aissaoui	Leila-Nadia	France	nadia@alliance21.org
Bencharif	Mounir	Algérie	area@wissal.dz
Jaiswal	Rakesh	Inde	rakjai@sancharnet.in
Solomon	Brett	Australie	5/338 Bondi Rd, Bondi Beach 2025 Sydney, Australia Tel : +61 2 9264.1356 ou 9365.6838 bretts@sydney.caa.org.au
Mello	Soraia	Brésil	Travessa 2 de junho, 1145 casa 08 Bairro Aparecida CEP 68040-480 Santarém - PA - Brasil Tel : 55 91 522 5671 soraiamello@yahoo.com.br
Belanger	Marie Claude	Canada	9, rue Francheville, Appt 3 Beauport G1E 7Z8 - Canada mcbgmt@vcn.bc.ca
Owiso	Michael	Kenya	Amani People's Theatre P.O. Box 13909 Nairobi, Kenya Tel : +254 2 577.892 Fax : +254 2 576.175 Port : +25472710912 apt@alphanet.co.ke
Addor	Jean Bernard	Canada	4485, Franchere #1, Montréal, Québec H2H 2K4 Canada Tel : +1 514 525.3789 Fax : +1 514 987.774 jbaddor@crossworld.echo.org

Nous remercions la fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme de nous avoir permis de réaliser ce travail collectif. Sans son support financier et méthodologique, il aurait été difficile de relever un tel défi.

L'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

L'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire regroupe de manière informelle des personnes et des organisations qui ont la volonté d'agir collectivement pour contribuer à des transformations répondant aux défis du XXI^e siècle.

Depuis la fin des années 80, de nombreuses initiatives dans différentes régions du monde, issues des milieux les plus variés, contribuent à la mise en mouvement de divers acteurs sociaux afin d'organiser un vaste processus mondial, susceptible de participer à la recherche de valeurs, de propositions et de règles pour surmonter les nouveaux défis auxquels fait face l'humanité.

Au début des années 90, de nombreuses rencontres continentales, thématiques et collégiales sont organisées. Ce processus aboutit en 1993 à la rédaction de la *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire*.

Ce texte, signé aujourd'hui par plusieurs milliers de personnes soit à titre individuel, soit comme représentants d'organisations et de réseaux constitués, dans plus de 115 pays, propose les bases suivantes :

- un diagnostic de la nature et des causes des déséquilibres de notre monde,
- des valeurs et des principes d'action en vue d'un monde plus responsable et solidaire
- des priorités et une stratégie.

Des groupes régionaux se mettent alors en place, des réseaux professionnels et thématiques internationaux sur les grandes questions de notre temps se développent... l'Alliance est lancée. Elle reçoit, entre autres, l'appui financier et technique de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH).

Il s'agit d'inventer de nouvelles formes d'action collective, allant de l'échelle locale jusqu'au niveau mondial, afin de peser ensemble sur l'avenir d'un monde de plus en plus complexe et interdépendant. Le défi de l'Alliance est de favoriser l'unité dans la diversité, en proclamant la capacité de nos sociétés à comprendre et valoriser la complexité des situations, l'interdépendance des problèmes, la diversité et la légitimité des points de vue géoculturels, sociaux et professionnels.

L'Alliance, espace d'échanges, de réflexions et de propositions, se structure autour de 3 axes principaux d'organisation :

* Les groupes locaux visent à réunir des personnes d'une commune, d'une région, d'un pays, d'un continent, à partir des réalités et des enjeux de leur société. C'est la **voie géoculturelle**. Elle reflète la diversité des lieux et des cultures.

* Les groupes d'acteurs socio-professionnels veulent susciter le dialogue et la mobilisation dans une profession, un milieu donné (jeunes, paysans, scientifiques, élus locaux...). C'est la **voie collégiale**. Elle reflète la diversité des milieux sociaux et professionnels, leurs préoccupations et responsabilités face à la société et aux défis du monde actuel.

* Les chantiers thématiques cherchent à former des groupes de réflexion sur les grandes questions qui concernent notre avenir commun (gestion durable de l'eau, intégration régionale et mondialisation, marchés financiers, art et société...). C'est la **voie thématique**. Elle reflète la diversité des défis auxquels l'Humanité est confrontée pour le XXIème siècle. Les chantiers thématiques sont regroupés en quatre pôles : Valeurs et Culture, Economie et Société, Gouvernance et Citoyenneté, Humanité et Biosphère.

Les années 2000 et 2001 marquent une étape dans l'histoire de l'Alliance.

En effet, cherchant à tirer parti de la richesse et des expériences accumulées par ces groupes de réflexion tout en s'articulant à des dynamiques citoyennes convergentes, l'Alliance s'est donnée comme objectif d'aboutir à des propositions concrètes, collectivement élaborées. C'est ainsi qu'ont été organisées :

- des **rencontres internationales**, au sein de chaque chantier thématique et de chaque collège,
- **quatre Assemblées continentales simultanées** (Afrique, Amériques, Asie, Europe) et une rencontre régionale dans le monde arabe (au Liban) en juin 2001.
- une **Assemblée mondiale de Citoyens** qui s'est tenue en décembre 2001 à Lille (France), réunissant plus de 400 participants du monde entier selon des critères stricts d'équilibre régional et professionnel.

L'ensemble de ces rencontres ont permis l'élaboration d'une soixantaine de **cahiers de propositions pour le XXIe siècle** et d'une **Charte des responsabilités humaines**, édités en plusieurs langues et dans différents pays.

Depuis le début de l'année 2002, l'Alliance s'engage dans un processus de diffusion et de valorisation de ces résultats. Les réseaux s'élargissent, se diversifient et leurs thèmes de travail deviennent de plus en plus transversaux. Par ailleurs, ils renforcent des liens avec les autres démarches visant à une autre mondialisation.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter :

Le site de l'Alliance (<http://www.alliance21.org>) présente en trois langues (français, anglais et espagnol) l'histoire de l'Alliance, les défis auxquels elle répond, les chantiers et les forums de discussion qu'elle accueille.

Les coordonnées et la présentation des personnes impliquées sont répertoriées sous forme d'**annuaire**, consultable sur le web.

Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire

a/s FPH
38 rue Saint-Sabin, 75011 Paris – France
Tél : +33.(0)1.43.14.75.75
Fax : +33.(0)1.43.14.75.99

E-mail : info@alliance21.org
Site internet : www.alliance21.org

Les cahiers de propositions sur internet

Tous les cahiers de propositions, qu'ils soient sous forme provisoire ou définitives, et dans toutes leurs traductions, sont disponibles sur le site internet de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, à l'adresse :

<http://www.alliance21.org/fr/proposals>

Thèmes disponibles :

Valeurs, éducation, cultures, art et science

Education et enseignants – L'éducation à une citoyenneté active et responsable – L'Alliance et les médias – L'Art et l'Identité Culturelle dans la construction d'un monde solidaire – Femmes – Actions et propositions de jeunes pour un changement social – Une diversité culturelle interculturelle à l'ère de la globalisation – Propositions du collège interreligieux – Guerres, génocides, ...face aux situations extrêmes, restaurer l'humanité dans l'humain – Penser la réforme de l'Université – Maîtrise sociale du système de production scientifique – Société de l'information, société de la connaissance: la nécessaire maîtrise sociale d'une mutation – Temps et développement soutenable

Economie et société

Les transformations du monde du travail – Le mouvement syndical à l'aube du 21ème siècle – Exclusion et précarité – Entreprises et solidarité – L'exercice des responsabilités de l'entreprise – L'entreprise responsable – Production, technologie et investissement – Consommation éthique – Politique fiscale, impôt, répartition du revenu national et sécurité sociale – Finance solidaire – Sortir du dédale de la financiarisation : pour une finance au service du Bien Commun – La monnaie sociale : levier du nouveau paradigme économique – Dette et ajustement – Commerce équitable – De l'échec de l'OMC à Seattle ... aux conditions d'une gouvernance globale – Souveraineté alimentaire et négociations commerciales internationales – Le développement intégralement durable, une alternative à la globalisation néolibérale – Politiques économiques, idéologie et dimension géo-culturelle – Femmes et économie – Economie solidaire – La santé et ses enjeux au 21ème siècle – Les défis de la pêche artisanale au 21ème siècle – L'agriculture et le développement durable – Le droit des peuples à se nourrir et à réaliser leur souveraineté alimentaire – Sécurité Alimentaire – Un carton rouge pour le tourisme ?

Gouvernance et citoyenneté

Les principes de la gouvernance au 21ème siècle – Le territoire, lieu des relations : vers une communauté de liens et de partage – Penser la ville de demain : la parole des habitants – Violences urbaines – Les paysans face aux défis du 21ème siècle – Les leaders sociaux au 21ème siècle : défis et

propositions - Autorités locales ou animation locale - Etat et développement - Alimentation, nutrition et politiques publiques - De la conversion des industries d'armement à la recherche de la sécurité - Les militaires et la construction de la paix - Refonder la gouvernance mondiale pour répondre aux défis du 21ème siècle

Relations entre l'humanité et la biosphère

Education à l'environnement : 6 propositions pour agir en citoyens - Propositions relatives à la question de l'eau - Sauver nos Sols pour Sauvegarder nos Sociétés - Forêts du Monde - Efficacité énergétique - Ecologie industrielle : programme pour l'évolution à long terme du système industriel - Société civile et OGM : quelles stratégies internationales ? - Refuser la privatisation du vivant et proposer des alternatives

Les éditeurs partenaires

Edition en espagnol au Pérou : Centro Bartolomé de las Casas (Cusco)

Renaud BUREAU du COLOMBIER et Camilo TORRES
E-mail: ccamp@apu.cbc.org.pe

Centro Bartolomé de las Casas
Pampa de la Alianza 465
Cusco – Pérou

Tel +51 84 236494
+51 84 232544
Fax +51 84 238255

Edition en portugais au Brésil : Instituto Pólis (São Paulo)

Hamilton FARIA
E-mail: hfaria@polis.org.br
<http://www.polis.org.br>

Instituto Pólis
Rua Araújo, 124 - Centro
São Paulo - Sp - Brésil
CEP 01220-020

Tel: + 55 11 3258-6121
Fax: +55 11 3258-3260

Edition en anglais au Zimbabwe : Non-violent Action for Social Change (Harare)

John STEWART
E-mail: novasc@ecoweb.co.zw

NOVASC (Non-violent Action for Social Change)
PO Box CY369 Causeway
Harare - Zimbabwe

Tel 00 263 4 722168
Fax 00 263 4 703122

**Edition en arabe au Liban :
Centre Culturel du Liban Sud (Beyrouth)**

Ziad MAJED
E-mail: zmajed@hotmail.com

Tel: + 961 1 815 519
Fax: + 961 1 703 630

**Edition en anglais en Inde :
Pipal Tree (Bangalore)**

E-mail: pipaltree@vsnl.com
<http://www.allasiapac.org>

Pipal Tree
Fireflies ashram
Dinnepalya, Uttari village
Kaggalipura Post
Bangalore 560062 - India

Tel : +91 80 843 2 130 / 725

**Edition en chinois :
Yanjing group (Beijing)**

GE Oliver (Haibin)
E-mail: ollie@mail.263.net.cn

Room 521, Goldenland Bldg.
#32 Liangmahe Road, Chaoyang District
Beijing, P.R. China
Postal Code 100016

Fax: +86 10 64643417

Sur le même sujet aux éditions Charles Léopold Mayer :

La collection "Avoir 20 ans"

Comment vit-on le monde à 20 ans ? Quelles sont les envies nouvelles, les ennuis communs ? A travers la photographie, la collection "Avoir 20 ans" essaie de renseigner, à partir du regard et de la manière de vivre de ceux qui feront le siècle prochain, sur la situation d'un pays ou d'une capitale. Un regard certes subjectif et partiel, mais une clé comme une autre pour s'ouvrir aux autres cultures. Collection publiée aux éditions Alternatives en collaboration avec les Editions Charles Léopold Mayer, et dirigée par Grégoire Korganow.

Avoir 20 ans à Belfast

Editions Alternatives/Ed. C.L. Mayer, 2003, 96 p.

réf. commande : RM.24 - Prix : 15 €

Avoir 20 ans à Kaboul

Editions Alternatives/Ed. C.L. Mayer, 2003, 96 p.

réf. commande : RM.23 - Prix : 15 €

Avoir 20 ans à Santiago du Chili

Texte de Carlos Liberona - Photos de Grégoire Korganov

Editions Alternatives/Ed. C.L. Mayer, 2003, 96 p.

réf. commande : RM.21 - Prix : 15 €

Avoir 20 ans à Belgrade

Texte d'Aline Maume - Photos de Ljubica Danilovic

Editions Alternatives/Ed. C.L. Mayer, 2003, 96 p.

réf. commande : RM.22 - Prix : 15 €

Avoir 20 ans à Bogota

Texte et photographie de Philippe Revelli - Préface de Maurice Lemoine

Editions Alternatives/Ed. C.L. Mayer, 2001, 96 p.

réf. commande : RM.20 - Prix : 15 €

Avoir 20 ans à Dar-Es-Salaam

Photographie Frédéric Noy - Texte Kashinde Mlenzi et Finnigan Wa Simbeye, traduit et adapté du swahili par Thierry Lassale

Editions Alternatives/Ed. C.L. Mayer, 2001, 96 p.

réf. commande : RM.19 - Prix : 15 €

Avoir 20 ans à Alger

Photographie Bruno Hadjib - Texte Aziz Couakit

Editions Alternatives/Editions C.L.Mayer, 2001 96 p.

réf. commande : RM.18 - Prix : 12.20 €

Avoir 20 ans à Phnom Penh

Photographies de John Vink - Texte de Kong Sothanrith et Frédéric Amat - Préface de Rithy Panh

Ed. Alternatives/Editions C.L. Mayer, 2000, 96 p. , ISBN 2-86227-262-0

réf. commande : RM17 - Prix: 12.20 €

Avoir 20 ans à Beyrouth

Photographies de Michel Bousquet - Texte de Iskandar Habache

Ed. Alternatives/ Ed. C.L. Mayer, 2000, 96 p.

réf. commande : RM16 - Prix : 12.20 €

Avoir 20 ans à Téhéran

Photographies d'Isabelle Eshraghi - Texte d'Azadeh Kian-Thiébaud et de Seyyed Ebrahim Nabavi

Ed. Alternatives/ Ed. C.L. Mayer, 1999, 95 p. , ISBN 2-86227-194-2

réf. commande : RM15 - Prix : 12.20 €

Avoir 20 ans à Bamako

Photographies de Gilles Coulon - Texte de Marie-Laure de Noray

Ed. Alternatives, 1999, 95 p.

réf. commande : RM14 - Prix : 12.20 €

Avoir 20 ans à Moscou

Photographies d'Igor Moukhin - Texte de Guylaine Saffrais

Ed. Alternatives & Croissance & FPH, 1998, 95 p.

réf. commande : RM13 - Prix : 12.20 €

Avoir 20 ans à La Havane

Photographies de Grégoire Korganow - Texte de Jean Springer

Ed. Alternatives & Croissance & FPH, 1998, 95 p.

réf. commande : RM12 - Prix : 12.20 €

Malandros

Bandes, gangs et enfants de la rue : culture d'urgence à Caracas

Yves Pedrazzini & Magali Sanchez R. Préface de Manuel Castells

Dans les rues et les *barrios* – quartiers auto-construits – de Caracas, les bandes d'enfants et d'adolescents dictent leur loi éphémère et violente, sachant qu'ils seront les premières victimes. Mais que leur reste-t-il, en fait d'espérance ? Dans une culture d'urgence et de violence, leur innocence n'a d'égal que la tristesse et le dégoût qui leur vient de l'incessant recours aux armes.

Un livre pour mieux penser les "politiques de la ville" en Amérique latine ou ailleurs en tenant compte des logiques de ceux qui y vivent et de leurs possibilités de participation aux décisions qui les concernent.

Ed. Charles Léopold Mayer/DDB, 1998, 270 p.

réf. commande : L2 - Prix : 12.20 €

La jeunesse iranienne : une génération en crise

Mahnaz Shirali

Le mépris est salvateur ! en Iran, les blessures sociales répétées provoquent des réactions émotionnelles qui aboutissent à l'apparition de l'esprit de résistance chez les jeunes. L'enquête menée auprès de jeunes de Téhéran venant de divers groupes sociaux le montre. Ils sont les ferments d'une lutte collective pour la reconnaissance de leurs droits civils et humains.

PUF/Le Monde, collection Partage des savoirs, dans le cadre du prix le Monde de la recherche universitaire en partenariat avec la FPH, 230 p, 2001, ISBN 2-13052-254-8

réf. commande : PS.11 - Prix : 21 €